

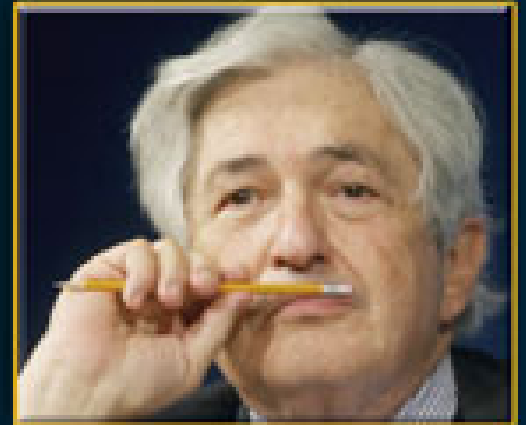
Nawafid

Nouvelles du Groupe de la Banque mondiale au Maroc



Mars 2005 N° 5

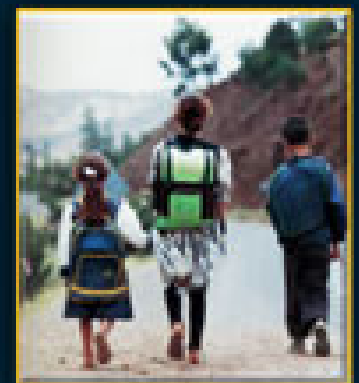
Dossier : La succession à la présidence
du Groupe de la Banque mondiale



L'événement : 11^{ème} édition du Colloque
de Fès " une âme pour la Mondialisation "



Projets : Projet d'Appui à la Réforme
de l'Éducation de Base



La SFI lance son émission obligataire " Inaugurale "
en dirhams sur le marché marocain



NOTRE MISSION

Lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour obtenir des résultats durables.

Aider les populations à se prendre en charge et à maîtriser leur environnement via l'offre de ressources, la transmission de connaissances, le renforcement des capacités et la mise en place de partenariats dans les secteurs public et privé.

Exceller en tant qu'institution capable d'attirer, de motiver, de développer un personnel dévoué, aux compétences exceptionnelles, qui soit à l'écoute et capable d'apprendre.

NOS PRINCIPES

Travail et partenariat selon une approche participative permettant l'appropriation des projets par les pays, engagement à obtenir des résultats de qualité, souci d'intégrité financière et de coût-efficacité, motivation et innovation.

NOS VALEURS

Honnêteté personnelle, intégrité, volonté de travailler en équipe, dans un esprit ouvert et un climat de confiance qui renforce la puissance d'agir de chacun, respecte les différences, encourage la prise de risque et la responsabilité et favorise l'épanouissement professionnel et familial.



Bureau de la Banque mondiale au Maroc
7, Rue Larbi Ben Abdellah, Souissi, Rabat
Tél : 037 63 60 50 - Fax : 037 63 60 51
www.worldbank.org.ma



Société Financière Internationale
7, Rue Larbi Ben Abdellah, Souissi, Rabat
Tél : 037 65 24 79 - Fax : 037 65 28 93
www.ifc.org

SOMMAIRE

EDITORIAL	3
ZOOM	4
<ul style="list-style-type: none"> ■ La Stratégie de Coopération de la Banque mondiale avec le Royaume du Maroc (CAS 2005-2009) : Phase de finalisation ■ Le Ciblage : des leçons à considérer ■ Les Etudes Economiques et Sectorielles Programmatiques (PESW) dans la Région MENA ■ Le Protocole de Kyoto entre en vigueur : Les gouvernements et le secteur privé soulignent le rôle de la Banque mondiale dans le relancement du marché du Carbone 	
L'EVENEMENT	12
<ul style="list-style-type: none"> ■ "Une âme pour la Mondialisation": Leçons du Colloque de Fès sur la Mondialisation ■ M. Christiaan Poortman, le Vice-Président de la Banque mondiale pour la Région MENA effectue une visite au Maroc 	
PROJETS	16
<ul style="list-style-type: none"> ■ La Banque mondiale approuve un nouveau prêt pour le Projet d'Appui à la Réforme de l'Education de Base (PARSEM) ■ Projet d'élaboration d'un rapport sur l'éducation dans la Région MENA - « La réforme éducative dans la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : Un chemin pas encore parcouru » ■ Projets de la Banque mondiale en cours de préparation au Maroc 	
DOSSIER LA SUCCESSION À LA PRÉSIDENTIE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE	19
<ul style="list-style-type: none"> ■ Monsieur James D. Wolfensohn : Biographie ■ James Wolfensohn à la présidence du Groupe de la Banque mondiale 1995-2005 : principales réalisations ■ Commentaires de la presse internationale sur la succession à la présidence du Groupe de la Banque mondiale 	
BREVES	28
<ul style="list-style-type: none"> ■ La SFI lance son émission obligataire « Inaugurale » en dirhams sur le marché marocain ■ Gender Entrepreneurship Markets : une nouvelle orientation pour la SFI ■ Les réformes du commerce des produits agricoles jouent un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté selon un nouveau rapport de la Banque mondiale ■ Mise en œuvre du Nouveau Plan de Développement Social ■ Dialogue entre ONG et Banque mondiale sur l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement en milieu urbain ■ Calendrier des Evénements 	
BILAN DES ACTIVITES DES CPI : JUIN-DÉCEMBRE 2004	33
DERNIERES PUBLICATIONS	37

Nawafid

Nawafid - Nouvelles de la banque mondiale au Maroc
est publiée chaque trimestre par le bureau de la Banque mondiale à Rabat.
Les articles publiés dans cette lettre d'information ne représentent pas
nécessairement les points de vue de la Banque mondiale.

© 2005 droits réservés.
Dépôt légal : 2004/0089
ISSN : 1114 - 7784

Ce numéro de printemps de NAWAFID consacre une large couverture au legs de Jim Wolfensohn. Aux espoirs, aux doutes et aux succès qui auront traversé cette présidence remarquable. Quand il quittera ses fonctions, le 31 mai 2005, James David Wolfensohn, JDW pour les férus d'acronymes, Jim, simplement, pour tous ses collègues, aura marqué une décennie de transformations et de réformes à la Banque mondiale.

Que l'on se souvienne. En 1995 c'est le mouvement « 50 ans cela suffit » (50 years is enough), qui tenait le haut du pavé, avait l'écoute de l'opinion mondiale et déstabilisait une institution sur la défensive, qui voyait ses stratégies décriées et ses réunions annuelles transformées en camps retranchés. Alors, commença à poindre le doute quant à la pérennité de la Banque mondiale, voire son utilité. Combien fragiles, en effet, peuvent être les constructions les plus robustes quand elles s'assoupissent en ignorant les fracas du monde extérieur. Quand ne se fait pas l'*aggiornamento* de leur credo. Quand, éblouies par leur inertie, elles perdent le sens du mouvement. Jim Wolfensohn a été ce mouvement, ce changement et cette dynamique nouvelle.

Avançant à travers les réticences, Jim Wolfensohn a souhaité une approche plus globale et intégrée du développement et de la lutte contre la pauvreté. Il a battu en brèche certains vieux tabous de la Banque, en acceptant la pertinence d'appréhender la gouvernance, la lutte contre la corruption ou la réforme des systèmes juridiques et judiciaires comme autant de conditions au développement harmonieux et pérenne. Ce faisant, il a lié la croissance économique aux transformations sociales. Il a instillé dans le champ global du dialogue de la Banque avec ses partenaires, la dimension combien fondamentale de l'ouverture vers la société civile, vers les récipiendaires premiers des efforts de développement menés par la Banque mondiale.

Jim Wolfensohn a souhaité lancer la Banque mondiale dans le domaine du partage du savoir et de la connaissance, donnant souffle et dimension à la recherche pour le développement. Pour que cette institution mette au service des pays partenaires sa formidable capacité d'analyse et son expertise internationale. Bref, que les valeurs échangeables de la Banque mondiale dépassent celles libellées en simples monnaies. Que cette Banque ne soit pas simplement une banque.

Aujourd'hui, l'œuvre de reconstruction et de réforme bâtie sur le dialogue, l'écoute et le changement progressif et volontariste porte ses fruits. La mission de cette institution, ses buts et ses stratégies de développement sont d'actualité et nul ne peut ignorer son impact dans un monde globalisé. Pour preuve, l'intérêt suscité par le processus de nomination de son prochain président.

Avec le Maroc, Jim Wolfensohn a une relation privilégiée. Il a fréquemment visité le pays et toutes les opportunités étaient saisies pour un passage, quand bien furtif. Il a trouvé en l'espace du Festival des Musiques Sacrées de Fès une continuité de l'effort lancé pour le dialogue des civilisations et des religions. Il s'est engagé de manière forte dans le contenu et la substance du programme de coopération entre le Maroc et la Banque mondiale. Il a présidé, avec M. le Premier Ministre, en février 2003, un séminaire de réflexion et d'échanges à Tanger, qui a relancé notre partenariat et qui constitue le socle de la Stratégie de Coopération 2005-2009 que nous finalisons ces jours ci.

Ferid Belhaj

Chef du Bureau de la Banque mondiale au Maroc

ZOOM

STRATÉGIE DE COOPÉRATION DE LA BANQUE MONDIALE AVEC LE ROYAUME DU MAROC (CAS 2005-2009)

Phase de finalisation

Dans le but de renforcer le dialogue avec tous les acteurs de développement du pays, la préparation du CAS Maroc a été ancrée dans un processus participatif basé sur de larges consultations.

Etant donné la transition complexe par laquelle passe le Maroc depuis quelques années ainsi que les grands défis de développement auxquels le pays fait face, il existe dans plusieurs secteurs les bases d'un dialogue entre une société civile dynamique et des décideurs de plus en plus convaincus de la nécessité d'une ouverture vers tous les acteurs socio-économiques. Cette opportunité unique dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord nous a permis de lancer de larges consultations en vue de la préparation du CAS.

Le processus de consultations qui a ciblé tous les acteurs de développement en place à travers un dialogue constructif autour de questions cruciales du développement du pays a été lancé à partir du mois de Juin 2004 et s'est déroulé en deux phases : une première phase au niveau national et une deuxième au niveau sectoriel ciblant particulièrement les priorités identifiées lors de la première phase.

Dans la conception et la mise en place de ce processus, l'équipe de la Banque a pris en compte la diversité des acteurs tout en respectant les modalités de leurs interactions, et a ciblé lors de la première phase les représentants au niveau national du secteur public, du secteur privé et de la société civile avec ses différentes composantes : ONGs, parlementaires, milieu académique, associations



professionnelles et ce sur des questions transversales liées aux grands défis de développement du pays. Cette phase de consultations élargies était caractérisée par des débats ouverts et francs et a abouti à l'identification des principales priorités de développement du pays.

La deuxième phase de consultations a ciblé les acteurs au niveau sectoriel. Ces séances de travail ont été mises en place en partie en collaboration avec le Ministère des Affaires Economiques et Générales dans le but de renforcer l'appropriation de ce processus et pour consolider le dialogue avec tous les acteurs clés. Cependant, les secteurs de l'éducation, de l'eau et celui du développement social, ont fait l'objet de séances de travail spécifiques avec tous les acteurs concernés. Cette approche a permis de mieux appréhender la vision des uns et des autres et de mieux comprendre les défis spécifiques à ces secteurs identifiés comme stratégiques par les participants aux consultations de la phase précédente.

Ce processus à travers ces des deux phases (Juin 2004 - Mars 2005) a permis des échanges très riches avec tous les acteurs dans leur diversité. Lors de toutes les consultations les participants ont salué l'initiative de la Banque, et ont recommandé à ce que ces consultations soient pérennisées tout le long de la mise en place de la stratégie de coopération 2005-2009 et à travers les étapes d'implantation des différents projets.

Calendrier des Consultations CAS (mise à jour) Juin 2004 - Janvier 2005

I. CONSULTATIONS

Phase I : Consultations Nationales

Consultations avec la Société Civile	8 juin 2004
Consultation/Retraite : Equipes du Ministère des Finances, du Ministère des Affaires Générales et de la Banque mondiale	26-27 juin 2004
Consultations avec les membres de la Chambre des Représentants	13 juillet 2004
Consultations avec le Secteur privé, CGEM et GPBM	16 juillet 2004
Consultations avec les bailleurs de fonds	21 novembre 2004

Phase II : Consultations Sectorielles

Développement social (Ministères et ONGs)	20 septembre 2004
Développement social (chercheurs universitaires: sociologues)	19 octobre 2004
Aspects macro-économiques (chercheurs universitaires et économistes)	19 novembre 2004
Aspects macro-économiques (Société Civile)	21 novembre 2004
Développement rural - (Organisations Professionnelles Agricoles)	26 novembre 2004
Secteur de l'eau (Ministères)	9 décembre 2004
Secteur de l'eau	10 décembre 2004
Secteur de l'agriculture	13 décembre 2004
Secteur de l'habitat	14 décembre 2004
Amélioration de la compétitivité de l'économie et du développement du secteur privé	16 décembre 2004
Politique sociale-(santé, accès aux services et infrastructures de base, couverture sociale)	16 décembre 2004
Secteur de l'agriculture	17 décembre 2004
Secteur de l'éducation	20 décembre 2004
Secteur de l'eau	21 décembre 2004
Compétitivité de l'économie	22 décembre 2004
Secteur Social	28 décembre 2004
Consultations sur la dimension Genre	2 février 2005
Secteur de l'éducation	11 mars 2005

Phase III : Consultation/Information des partenaires et des principaux acteurs sur les résultats du processus de consultations :

Consultation/information société civile	Février 2005
Réunion de travail entre le Premier Ministre et le Vice-Président de la Banque mondiale	Février 2005

II. RAPPORTS

Première version du Rapport d'achèvement du CAS 2001-2004	Novembre 2004
Consultations avec le Gouvernement marocain sur le Rapport d'achèvement du CAS 2001-2004	Janvier/Février 2005
Consultations finales avec le Gouvernement marocain, version française du CAS finalisée	Février/Mars 2005
Présentation du CAS 2005-2009 au Conseil d'Administration de la Banque mondiale.	Mai 2005



Par Dominique Van de Walle,
Economiste Principale
Banque mondiale

LE CIBLAGE : DES LEÇONS À CONSIDÉRER

Le ciblage fin est une action de concentration des ressources publiques qui sont limitées, sur certaines populations spécifiques. Beaucoup de pays font usage du ciblage pour aider les pauvres et les groupes vulnérables. Si elles sont réussies, les politiques se proposant d'identifier les pauvres et de les cibler peuvent jouer des rôles essentiels dans la redistribution et l'allègement des aléas et de l'insécurité dans une économie libérale. Toutefois, le ciblage a un coût, y compris pour les pauvres eux-mêmes. Dans ce sens, les questions clés sont (i) quel est le niveau de ciblage requis? et (ii) quelle forme ce ciblage doit-il prendre? Cet article examine dans un premier temps le niveau de connaissances des méthodes de ciblage en pratique, et leurs coûts. A la lumière de cet examen global, cet article se propose d'examiner ensuite les programmes de lutte contre la pauvreté au Maroc.

Méthodes de ciblage

Les politiques de ciblage fin utilisent l'une des deux méthodes principales suivantes. La première est le ciblage de l'indicateur, par lequel une caractéristique (un "indicateur") qui est hautement corrélée à un faible revenu réel - mais qui peut être observé plus facilement et à moindre coût que le revenu - est utilisé comme substitut pour le revenu afin d'identifier et de cibler les pauvres. Un exemple typique consisterait en la région de résidence; du fait que la plupart des pays présentent de grandes disparités spatiales sur le plan du niveau de vie, le ciblage géographique a fait l'objet d'un certain engouement et constitue en fait la principale méthode de ciblage utilisée au Maroc. BAJ1 en est un exemple. D'autres indicateurs, tels que la classe de propriétaires fonciers, le sexe, l'état nutritionnel, l'invalidité, ou la taille des ménages sont également souvent utilisés aux fins d'identification des bénéficiaires. Au Bangladesh, la Grameen Bank associe les corrélats : le micro crédit essentiellement pour cible les femmes rurales appartenant à des ménages ne disposant pas de terres. La deuxième approche est l'auto ciblage. Au lieu de se fier à un administrateur

pour le choix des bénéficiaires, ces mécanismes induisent les participants à se sélectionner eux-mêmes en créant des mesures incitatives favorisant les pauvres et seulement les pauvres comme bénéficiaires. L'approche de l'auto ciblage agit en incorporant un coût de participation qui augmente avec le revenu, ce qui a pour résultat certain le retrait des populations non pauvres.

Par exemple, les programmes publics pour l'emploi exigent des participants de travailler pour recevoir des prestations. Ceci aide à dépister et à écarter les non pauvres. Les programmes de subventions peuvent sélectionner des articles que les pauvres consomment mais que les riches ne consomment pas ou utiliser l'emballage comme moyen de dépistage basé sur la sélection. D'autres exemples se fondent sur la période d'attente ou sur les stigmates pour dissuader les nantis de participer.

La Tunisie a converti un programme de subvention alimentaire universel peu viable financièrement en un programme plus restreint et plus en faveur des pauvres à travers l'auto ciblage. Étant donné qu'il n'existe pas de différence réelle dans les paniers de consommation des différents groupes de revenus, la solution adoptée par le gouvernement consistait à différencier les produits non pas sur la base de leur qualité intrinsèque, mais sur la base de leur emballage extérieur. Des produits dits "inférieurs" - perçus par les riches comme étant de moins bonne qualité - ont été créés, et les subventions ont été transférées vers l'achat de ces produits. Par exemple, le lait a été conditionné dans de petits emballages plastiques peu robustes qui devaient être vidés une fois ouverts. La taille et l'inconvénient constituaient le "coût de participation", et ceci avait pour résultat de dissuader l'achat de ces produits par les nantis. Cette politique a donné de bons résultats dans le sens où elle a permis de réduire assez significativement les coûts du programme tout en évitant une instabilité sociale et en concentrant les dépenses du programme sur les groupes à faible revenu.

Le coût de participation encourage l'auto sélection et contribue à identifier qui est pauvre et qui ne l'est pas; il aide

également à maintenir les incitations à s'extirper de la dépendance et de la pauvreté. Par exemple, des programmes publics pour l'emploi à un salaire suffisamment bas dissuaderont l'état de dépendance, puisque les participants quitteront de leur propre chef ce programme lorsqu'un travail leur est offert par le secteur privé. Par ailleurs, en réduisant l'influence des fonctionnaires publics, ceci diminue les occasions de corruption et de favoritisme.

Quels sont les coûts du ciblage?

Le ciblage fin implique trois types de coûts. Le premier coût provient du fait que les décideurs disposent d'informations imparfaites. L'obtention d'informations supplémentaires et pertinentes entraîne des frais supplémentaires. L'identification précise des pauvres et la possibilité d'éviter les fuites en atteignant seulement les pauvres nécessitent souvent des frais de gestion élevés. Bien que le ciblage d'indicateurs spécifiques promette de réduire les charges administratives, même les meilleurs indicateurs ont tendance à être corrélés de manière imparfaite aux faibles revenus. L'association de quelques indicateurs améliore souvent le ciblage mais peut influencer sur les charges administratives également. Certes, l'auto ciblage contribue à éviter ces coûts.

Le comportement des gens peut changer suite à une politique et par conséquent peut avoir pour effet d'augmenter les frais. Dans le cas du ciblage de l'indicateur, les destinataires potentiels des dépenses publiques sont tentés de donner de fausses indications sur le niveau de leur revenu et de changer leur comportement soit pour devenir soit pour demeurer éligibles. Les gens peuvent se déplacer en réaction à un ciblage géographique. Les bénéficiaires offerts par le ciblage aux chômeurs peuvent réduire leurs efforts à trouver du travail.

Le problème d'incitation peut être grave pour les personnes ayant un revenu proche du seuil limite de revenu pour leur éligibilité. Les personnes ayant un revenu légèrement plus faible se voient devenir éligibles pour un transfert, alors que celles qui ont un revenu légèrement plus élevé se voient disqualifiées. Certes, si la perte de transfert dépasse l'augmentation de revenu, il n'y aura pas d'incitation de s'échapper à la pauvreté ; ce qui entraînera un "engrenage de la pauvreté."

Les non bénéficiaires peuvent également modifier leur comportement. Les donateurs peuvent réduire les versements privés en réaction aux transferts publics. A l'instar du ciblage de l'indicateur, l'auto ciblage peut impliquer des frais occultes découlant de revenus perdus ou de modifications de comportement induits par les coûts de participation. Ces coûts peuvent contribuer à centrer les bénéficiaires sur les pauvres, mais peuvent également réduire les bénéficiaires nets sur les pauvres.

Un coût supplémentaire souvent associé à des programmes ciblés est le manque perçu d'appui politique, du fait que ces derniers aident seulement les pauvres qui manquent généralement de poids politique. La classe moyenne 'composée le plus souvent des électeurs les plus dynamiques et les plus importants sur le plan politique' peut alors cesser de soutenir même les efforts bien ciblés de réduction de la pauvreté.

Il peut être difficile en pratique de trouver des indicateurs pour le ciblage qui peuvent être identifiés de manière adéquate et à faible coût, qui sont fortement corrélés au revenu, et ne peuvent pas être facilement manipulés. A la lumière des coûts potentiels du ciblage, les décideurs devraient mettre en place des programmes dont la finalité n'est pas le degré de ciblage, mais la satisfaction des objectifs déclarés compte tenu des restrictions budgétaires, des informations mises à la disposition des responsables des orientations politiques, et des réactions comportementales et

politiques vis-à-vis des interventions ciblées. Le ciblage ne constitue pas l'objectif en soi; l'objectif est plutôt de lutter contre la pauvreté et ainsi le ciblage peut ou peut ne pas être le meilleur moyen pour réaliser cet objectif.

Les programmes de lutte contre la pauvreté au Maroc se fondent presque exclusivement et de manière générale sur le ciblage géographique. Le projet de développement des régions pauvres, BAJ1, est destiné à cibler les 14 provinces les plus pauvres. L'Entraide Nationale localise ses centres de formation et d'assistance dans les régions périurbaines pauvres. Les programmes de prévention contre les effets de la sécheresse et les projets d'approvisionnement en eau potable sont également alloués selon des considérations géographiques. La Promotion Nationale 'programme d'emploi public qui pourrait en principe être auto ciblé' fixe un taux salarial beaucoup trop élevé pour dissuader les non pauvres et est réputé ne pas atteindre les pauvres.

Malheureusement, les informations au niveau du ménage sur la participation dans les programmes 'nécessaires pour évaluer l'incidence et le ciblage et leurs coûts concomitants' ne sont pas disponibles au Maroc. Les enquêtes actuelles auprès des ménages collectent trop peu d'informations sur la participation à des programmes publics. La conception de programmes efficaces destinés aux pauvres nécessite la collecte de données appropriées pour la compréhension de la pauvreté et pour examiner les impacts des politiques macro-économiques et ciblés. Le Maroc devra collecter ces informations.

Étant donné les limites des données existantes, des méthodes plus indirectes pour l'inférence de l'incidence des programmes sociaux au Maroc ont été utilisées récemment pour le « Rapport sur la Pauvreté » de la Banque mondiale (voir Banque mondiale 2004, Van de Walle 2004). Ces méthodes s'appuient sur une base d'informations de niveau provincial sur

les dépenses et sur la carte de la répartition de la pauvreté. L'étude a révélé que les programmes semblent être relativement bien ciblés sur les régions rurales pauvres mais non sur les zones urbaines pauvres. Des bénéficiaires significatifs sont dévolus aux citoyens urbains non pauvres, alors que les bénéficiaires n'atteignent pas une grande partie des populations urbaines pauvres. La carte de la pauvreté au niveau provincial et communal contribue à expliquer ces résultats et suggère par ailleurs que les gains statiques d'une intervention fondée seulement sur le ciblage géographique au Maroc sont susceptibles d'être modestes, reflétant le fait que les pauvres sont hétérogènes dans le sens que tous ne peuvent pas être identifiés par les mêmes indicateurs. Quoique certaines régions du Maroc soient plus pauvres que d'autres, on ne peut pourtant pas affirmer qu'elles abritent l'ensemble des pauvres, ni d'ailleurs qu'elles excluent l'ensemble des riches. Par conséquent, le ciblage géographique sera inévitablement imparfait.

Le BAJ1 constitue un exemple concret. L'on estime que les 14 provinces rentrant dans le cadre du BAJ1 comptent seulement 37% de la totalité de la population pauvre du Maroc, et 48% de la population rurale pauvre. Il est important de garder à l'esprit, alors que le BAJ1 cible les pauvres qui habitent des régions rurales, que 63% de la population marocaine pauvre n'est probablement pas couverte par ce programme.

La Carte de la Pauvreté révèle que les provinces marocaines sont très hétérogènes. Les inégalités d'une province à l'autre constituent seulement 29% de l'inégalité totale dans le milieu rural et 10% de l'inégalité totale urbaine, le reste étant dû à l'inégalité à l'intérieur des provinces.

ZOOM

Les « fuites » vers les non pauvres dues au ciblage géographique seront réduites significativement si les programmes de lutte contre la pauvreté ciblèrent plutôt les communes rurales : l'inégalité entre communes représente 55% de l'inégalité rurale totale. Toutefois, même dans ce cas, le niveau de fuites resterait élevé. Les politiques de lutte contre la pauvreté au Maroc ne devraient pas uniquement se limiter au ciblage géographique mais inclure également d'autres indicateurs de la pauvreté au Maroc et incorporer des mécanismes d'auto ciblage.

Le Maroc pourrait atteindre davantage les populations pauvres en associant le ciblage géographiques au niveau communal dans les zones rurales avec le ciblage utilisant des informations soigneusement obtenues sur la base de profils de pauvreté géographique tirés d'enquêtes sur la consommation des ménages. Il reste à déterminer si l'on peut trouver des indicateurs fixes, faciles à mesurer et qui sont révélateurs des ménages à revenu faible.

Les résultats de l'étude suggèrent par ailleurs que le ciblage géographique, même au niveau communal, a de faibles probabilités de donner de bons résultats dans les zones urbaines, où seulement 17% du taux d'inégalité totale est dû à l'inégalité entre communes. Certes, le domaine le plus prometteur pour les programmes de ciblage destiné aux populations urbaines pauvres est l'utilisation des mécanismes d'auto ciblage. Les particularités qui encouragent les pauvres à procéder à leur propre sélection pourrait être un moyen de s'assurer que les incitations pour échapper à la pauvreté ne soient pas détruites et qu'elles soient meilleures aussi bien pour les participants que pour leurs administrateurs.



Références

- Van de Walle, Dominique, 1998. "Targeting Revisited" The World Bank Research Observer, vol. 13, no. 2 pp.231-248

- Van de Walle, Dominique, 2004. "Do Basic Services and Poverty Programs Reach the Poor in Morocco? Evidence from Poverty and Spending Maps" Middle East and North Africa Working Paper Series No. 41 World Bank, Washington, DC, November.



LES ETUDES ECONOMIQUES ET SECTORIELLES PROGRAMMATIQUES (PESW - PROGRAMATIC ECONOMIC AND SECTOR WORK) DANS LA RÉGION DU MOYEN ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD

Le transfert des connaissances a toujours été un objectif principal de la stratégie de coopération de la Banque. Ce transfert a eu lieu, jusqu'à récemment, principalement à travers des opérations de prêt et d'assistance technique. La question à laquelle la Banque mondiale essaye d'apporter des réponses est : Comment la Banque peut-elle renforcer ce processus de transfert de connaissance sur une base durable et en l'absence de prêt? Ceci est une question éminemment importante pour les pays à revenu intermédiaire, tels ceux de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où le prêt pourrait ne pas être possible ou bien ne constituerait pas la meilleure option pour les pays partenaires. Pour répondre aux besoins spécifiques des pays à revenu intermédiaire, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MNA) a lancé l'expérience pilote des Études Économiques et Sectorielles Programmatiques (PESW).

Définition de l'approche PESW. Le concept PESW est une nouvelle approche de transfert de connaissances qui utilise l'association des instruments existants, tels que les services d'analyse et de consultation, la formation et l'assistance technique de manière adaptée aux besoins en matière de renforcement de capacité du partenaire.

Mode de fonctionnement de l'approche PESW. Le concept PESW offre aux pays une assistance technique sur une durée déterminée et convenue dans le cadre d'un protocole d'accord spécifiant les résultats attendus mutuellement des deux partenaires. Il établit des objectifs intermédiaires par étapes, avec la possibilité d'adaptation au cas où il y a des changements dans les conditions de mise en place, ainsi qu'une série d'étapes en vue d'une évaluation commune de l'état d'avancement. Il implique une obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources investies dans ce cadre que ce soit celles de la Banque ou bien celles du pays partenaire.

Autrement dit, l'approche PESW :

- Constitue une nouvelle approche partenariale envers différents acteurs de développement en tant que parties prenantes d'un projet dans lequel ils travaillent ensemble et en équipe,
- Comprend une composante communication, la recherche de consensus, le renforcement des institutions et le perfectionnement du personnel pour réaliser des résultats spécifiques,
- Implique des partenariats avec le pays et potentiellement avec d'autres bailleurs de fonds, des cellules de réflexion ainsi qu'avec le monde académique,
- Engage la Banque en vue d'un partenariat plus durable qui peut s'étendre sur plusieurs années.

Qu'est-ce qui rend l'approche PESW différente des autres instruments de la Banque ?

- Certains partenaires pourraient ne pas avoir besoin d'un transfert financier, mais surtout de savoir-faire,
- Les besoins des partenaires en matière de renforcement de capacités ne peuvent tous être satisfaits par les prêts,
- Les partenaires ont besoin d'un engagement continu, non seulement au niveau de la conception mais également au niveau de la mise en place. Ceci était possible avec les prêts, mais non avec les travaux d'analyse courants,
- Les partenaires recherchent des solutions aux questions qu'ils se posent en commun accord avec la Banque mais avec la possibilité de s'adapter aux changements des conditions et de l'environnement,
- La Banque et le pays partenaire peuvent parfois avoir besoin d'engagements réciproques explicites au-delà du prêt pour réaliser leurs objectifs communs,
- Les partenaires ont besoin de différents types d'instruments et d'une assistance sur une base pluriannuelle.

Pourquoi l'approche PESW convient-elle si bien aux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord?

Dans les pays à revenu intermédiaire dans la Région MNA, le prêt n'a pas

toujours constitué la meilleure option pour la coopération avec la Banque ou bien n'a pas toujours été possible pour diverses raisons. Dans ces cas, la formation et l'assistance technique peuvent encore être nécessaires. L'approche PESW est une nouvelle opportunité pour mettre ces services à la disposition de nos partenaires.

Où l'approche PESW a-t-elle donné des résultats?

La Banque mondiale a lancé dans la Région MNA les cinq projets pilotes suivants dans le cadre de procédures PESW convenues :

- Maroc - Éducation Tertiaire
- Maroc- Administration Publique
- Tunisie - Emploi
- Maroc - Agriculture
- Iran - Revue des dépenses publiques

Sur ces cinq projets pilotes, celui de **l'Éducation Tertiaire et de l'Administration Publique au Maroc ainsi que celui de l'Emploi en Tunisie** ont été mis en place officiellement en tant que PESW. L'état d'avancement de ces activités fait l'objet d'un examen annuel et est mesuré par rapport à un ensemble d'indicateurs et de mesures de déclenchement que les chefs de projets et les partenaires ont identifié conjointement et dont ils ont convenu dans le protocole d'accord.

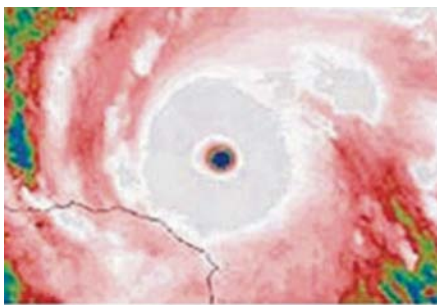
La poursuite des deux autres activités - **Agriculture au Maroc et Revue des dépenses publiques en Iran** - n'a pas été confirmée comme PESW, mais elles pourraient continuer selon un échéancier d'activités planifiées sur une échelle réduite pour le moment.

Lors des examens d'état d'avancement de cette année, plusieurs nouveaux candidats ont été proposés. Deux de ces derniers - **le projet de lutte contre la Pauvreté au Maroc et le Régime des Pensions en Jordanie** - sont prêts, essentiellement du fait de leur appropriation par le partenaire et peuvent donc passer à une étape suivante ou ils seront considérés comme PESW.

LE PROTOCOLE DE KYOTO ENTRE EN VIGUEUR

Les gouvernements et le secteur privé soulignent le rôle de la Banque mondiale dans le relancement du marché du Carbone

Avec l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, les hauts fonctionnaires et des leaders du secteur privé de pays industrialisés et en développement à travers le monde, ont salué le rôle joué par la Banque mondiale dans la facilitation d'un marché de Carbone viable.



La Banque mondiale a tenu une réunion avec son groupe consultatif de 45 pays afin de discuter des moyens de catalyser une réaction de l'offre dans les marchés des pays en développement à même de favoriser de nouveaux investissements dans la technologie propre et écologiquement rationnelle pour les deux prochaines années.

“La Banque mondiale a joué un rôle déterminant dans le développement du marché du carbone qui apportera une très grande contribution dans la manière de traiter le changement climatique mondial,” a déclaré **Jack D. Cogen, Président de Natsource, un courtier dans le domaine du carbone**, “je pense qu'il nous appartient tous de voir le chemin parcouru et de reconnaître que ces efforts étaient essentiels pour illustrer les bienfaits des projets de réduction des émissions, pour traiter la problématique du changement climatique et pour promouvoir le développement durable.”

La Banque mondiale gère quelque 800 millions de dollars américains représentant différents fonds pour le carbone. Des efforts significatifs ont été déployés par la Banque afin de développer le marché du carbone, d'abord à travers le lancement du Fonds Prototype pour le Carbone (PCF)

visant à démontrer comment réaliser des réductions des émissions de gaz à effet de serre de manière efficace au niveau des coûts tout en contribuant au développement durable. Plus récemment, la Banque a lancé une série de fonds pour le carbone pour élargir l'apprentissage sur le tas aux pays pauvres, et pour traiter les échecs du marché. Le fonds de Carbone pour le Développement Communautaire (CDCF) et le Fonds pour le BioCarbone (BioCF) offre l'occasion aux communautés rurales des pays pauvres de bénéficier de financement pour le carbone avec des objectifs de développement durable. Récemment, le gouvernement Espagnol a demandé à la Banque mondiale de gérer le Fonds pour le Carbone Espagnol (SCF) de création récente.

“La Banque mondiale est perçue par le gouvernement Espagnol comme l'une des institutions qui disposent d'une expérience très riche dans ce marché,” a déclaré **Teresa Ribera Rodríguez, Directrice, Division du Changement Climatique, Ministère de l'Environnement Espagnol**. *“L'expérience de la Banque mondiale nous aidera à apprendre et à intégrer nos connaissances dans notre propre stratégie, ainsi que nous assurer que l'investissement que nous faisons est lié à des projets sociaux et respectueux de l'environnement.”*

Au total, 141 nations ont ratifié le Protocole. Cent trente huit pays industrialisés, à savoir le Canada, le Japon, les pays de l'Union Européenne et de l'Europe de l'Est ont convenu de réduire leurs émissions des gaz à effet de serre de 5,2 en moyenne en dessous des niveaux de 1990.

Les Activités de Financement pour le Carbone de la Banque mondiale utilisent les mécanismes de marché flexibles du Protocole qui permettent aux pays riches de satisfaire certains de leurs engagements à travers l'achat de réductions d'émissions de gaz à effet de serre axées sur les projets auprès de pays en développement à travers : le Mécanisme pour un Développement Propre (CDM), dans les pays à économie en transition; l'Application

Conjointe (JI); ou à travers le Négoce des Émissions Internationales (EIT). Ces mécanismes du marché sont absolument essentiels pour l'engagement à long terme de la communauté internationale et offrent des solutions efficaces au niveau du coût pour lutter contre les changements climatiques.

Les recherches faites par la Banque mondiale montrent que si l'on arrive à réduire de moitié les émissions par les pays de l'OCDE en interne, le « déficit en matière de Conformité », à satisfaire à travers les échanges commerciaux avec des pays en développement et des économies en transition d'ici 2012, serait de 2,5 milliards de tonnes - soit 10 fois le niveau des contrats actuels d'achat de Carbone. A un prix de vente de US\$5-US\$10 la tonne, les paiements de Carbone versés aux pays en développement et aux économies en transition entre aujourd'hui et 2012, pourraient varier entre US\$12,5 milliards et US\$25 milliards.



La Banque à la frontière du Marché

Plusieurs pays en développement ont salué le rôle décisif joué par la Banque en tant que catalyseur pour leurs marchés. Dans plusieurs cas, la Banque a été la première à acheter des permis de réduction d'émissions dans certains pays spécifiques, dans certaines technologies ou secteurs donnés ou dans des communautés pauvres.

“Le rôle de la Banque mondiale a été déterminant dans la création d'un marché de carbone depuis le début,” déclare **Marcela Main Sancha, de la Commission de l'Environnement du Département des Relations Internationales du Chili**. *“La Banque a acquis les premiers crédits et a contribué à asseoir une crédibilité pour le concept.”*

Elle continue à fournir les services de conseil et à renforcer les capacités à la fois des pays en développement et développés sur le mode opératoire du commerce du carbone. Elle nous fournit le conseil juridique, l'analyse du risque, les données concernant l'établissement des prix et des informations contribuant au processus décisionnel tant au niveau du marché qu'au niveau politique, ce qui a été très utile."

Les premières transactions ont été menées dans plusieurs pays dont : le Brésil, le Chili, l'Ouganda, l'Afrique du Sud et l'Indonésie. Le Commerce du Financement du Carbone est en train d'ouvrir de nouveaux grands marchés de MDP, démontrant un marché potentiel certain dans d'autres pays tels que l'Égypte et l'Iran. Le Commerce du Financement de Carbone a servi de catalyseur pour des programmes dans plusieurs secteurs notamment celui des ciments, du fer, de l'acier et de l'industrie des engrais, ainsi que l'électrification rurale, le traitement des eaux usées et le reboisement, l'agroforesterie et la conservation des forêts. Les efforts sont actuellement axés sur la technologie de charbon épuré à grande échelle, la conversion houille gaz et des projets de transmission à grande valeur.

Levée de poids lourds pour le financement pour le carbone

Selon les responsables gouvernementaux et les dirigeants d'entreprise, l'un des avantages de l'implication de la Banque mondiale dans le marché du carbone a été l'assistance donnée aux pays en développement pour la création d'institutions et de procédures qui ont permis à d'autres acteurs (privés et publics) à accéder au marché.

"Les activités de financement pour le carbone de la Banque mondiale nous ont été utiles pour asseoir un développement institutionnel au niveau national; améliorer le travail d'analyse et de consultation; générer des informations commerciales

accessibles au public et créer des occasions précoces pour les prestataires de services de vérification de carbone," a déclaré Marcos Castro, Directeur, Bureau de la Promotion du Mécanisme pour un Développement Propre, Ministère de l'Environnement de l'Équateur. "Ces activités ont contribué de manière significative à façonner l'offre et la demande pour les marchés émergents de carbone."

Selon les recherches effectuées par la Banque mondiale, 24% des émissions prévues créées à l'horizon 2012 à partir du portefeuille du commerce du Financement du carbone sont disponibles à l'achat par le secteur privé (plus de 18 millions de tonnes équivalent-CO2). Ce chiffre atteint 88% pour les acquis post 2012. Cette proportion augmentera à mesure que de nouveaux fonds deviennent opérationnels.

Réduction du Risque d'Accès sur le Marché pour les acquéreurs de carbone

Pour plus de soixante opérateurs publics et privés sur le marché ayant fait le choix de participer dans les huit fonds pour le carbone gérés par la Banque mondiale, la participation de la Banque a bel et bien réduit le risque inhérent à leur entrée sur le marché en créant un centre d'excellence et par la mise en commun des ressources. Les entreprises et les gouvernements déclarent être attirés par les différents fonds pour le carbone parce que la Banque a de très bons antécédents lorsqu'il s'agit de fournir aux actionnaires des avantages certains en termes de réduction des émissions observant les règles du Protocole de Kyoto à un prix bas garanti.

Par ailleurs, plusieurs pays participant aux fonds pour le carbone de la Banque ont déclaré que ces fonds les aident à mieux intégrer les procédures commerciales dans leurs propres mécanismes d'acquisition de Carbone, réduisant par conséquent sensiblement le risque de leur accès au marché.



Jean-Claude Steffens, Directeur, Environnement et Innovation, Suez, S.A, et Président du Comité des Participants du Fonds Prototype pour le Carbone (FPC), a déclaré : "Il existe des moments dans l'histoire où aucun acteur unique - que ce soit un gouvernement ou que ce soit une entreprise - ne peut donner une impulsion suffisante pour opérer des changements importants dans les grandes structures. En même temps, l'identification des partenaires et la mise en commun des forces pour avancer dans un contexte hautement incertain n'est pas le produit du hasard. On a besoin d'un catalyseur et c'est précisément ce rôle qu'a joué la Banque mondiale : un catalyseur offrant une valeur ajoutée."

Les participants aux fonds bénéficient aussi de l'acquisition de connaissances et d'informations à forte valeur ajoutée dans le domaine du financement pour le Carbone et des marchés nationaux, régionaux et internationaux émergents.

Plus d'informations sont disponibles sur les sites suivants :

■ Le Financement pour le Carbone à la Banque mondiale
<http://carbonfinance.org/>

■ Changement Climatique - Environnement et Droit International
http://www4.worldbank.org/legal/egen/legen_climate.html

L'ÉVÉNEMENT

“UNE ÂME POUR LA MONDIALISATION” : LEÇONS DU COLLOQUE DE FÈS SUR LA MONDIALISATION

Le Maroc fait figure de pionnier dans le dialogue interculturel à travers une formule à la fois audacieuse et innovatrice, alliant musique, traditions sacrées et dialogue sur les défis auxquels est confronté le monde d'aujourd'hui. Cet événement à plusieurs facettes s'articule autour du Festival Annuel des Musiques Sacrées dont le Colloque “Une Âme pour la Mondialisation”, parrainé par la Banque mondiale, est devenue partie prenante.

Le Festival des Musiques Sacrées de Fès est devenu un événement culturel important au niveau mondial et a fait l'objet de plusieurs articles et émissions très médiatisées. Cette manifestation est hautement respectée comme forum spécial où les traditions culturelles de différentes régions du monde, sous une forme musicale ou de réflexion, se rencontrent et se mélangent dans une harmonie certaine. Le festival est devenu aujourd'hui un événement phare pour la ville de Fès, s'appuyant sur l'histoire remarquable de la ville spirituelle et faisant ressortir sa richesse artistique et artisanale ainsi que ses traditions séculaires de respect de la différence et de la diversité.

Des équipes de travail elles-mêmes diversifiées et complémentaires veillent chaque année à la bonne mise en place de ce festival. Faouzi Skalli, Fassi de pure souche et anthropologue soufi, a joué un rôle prépondérant dans la création du Festival et dans son évolution. Il a eu une reconnaissance internationale pour son travail, dont le titre qui lui a été décerné par les Nations Unies dans le cadre du programme de reconnaissance des héros méconnus du dialogue interculturel. Katherine Marshall est une partenaire du Colloque de Fès sur la mondialisation, qui s'est jointe à Faouzi Skalli comme modératrice. À l'instar de Faouzi, Katherine est résolument engagée dans l'appui de la

vision du dialogue interculturel et a pris part à l'organisation du Colloque depuis 2001.

Le Festival de Fès

Le Festival des Musiques Sacrées de Fès a été initié en 1995, et est devenu aujourd'hui un rendez-vous culturel annuel et un événement qui attire les groupes et les personnes de différentes régions du monde. Il se tient dans l'ancienne ville (la médina) de Fès, ville chargée d'histoire et de patrimoine culturel réputé mondialement. Il s'inspire des traditions millénaires de la ville marquée par une harmonie culturelle et par l'excellence intellectuelle, née de la confrontation dynamique des caractéristiques modernes et anciennes qui font le Fès d'aujourd'hui.

Le festival de musique a pour objectif de réduire la fracture culturelle et de célébrer la diversité à travers la musique et l'art. Son thème sous-jacent: une Âme pour la Mondialisation, un concept aussi exigeant que subtil qui se veut le reflet du souhait de l'instauration d'une vision du monde respectueuse des cultures et qui reconnaît la dimension sacrée des traditions culturelles, mais également des processus économiques et sociaux de changement à visage humain.

Le programme artistique du Festival est invariablement riche et remarquablement diversifié. Il se tient à trois endroits : à Bab Makina (sur les remparts de l'ancienne médina de Fès), au Musée de Batha, sous un chêne aux feuilles étalées, et à Volubilis, ancien site romain dans la région de Fès où les cigognes viennent nidifier sur les colonnes lors des présentations artistiques du Festival. Outre les concerts inscrits au programme officiel, le Festival s'est développé et a lancé un programme pour jeunes, des soirées rencontres à thème soufi et des concerts donnés sur la place publique

à l'attention du grand public. Le Festival compte également des expositions de photographies et des films remarquables.

En mars 2004, le Festival de Fès s'est lancé dans une aventure nouvelle et ambitieuse, en parrainant un voyage/circuit de 17 états des États-Unis d'Amérique, appelé "l'Esprit de Fès". Le thème central en est la Paix, ce voyage réunit des artistes appartenant aux traditions musulmanes, juive et chrétienne en célébrant la paix. Le circuit a été un franc succès et un deuxième circuit est en préparation avancée pour des grandes villes américaines en 2006, avec l'implication de Columbia Artists (CAMI). Le Festival de 2006 sera une aventure encore plus ambitieuse que l'édition précédente. Il capitalisera sur les défis multiculturels qui se présentent dans le monde ainsi que sur les relations avec les communautés musulmanes, aux États-Unis et dans le monde.



Le Colloque

Depuis 2001, le Colloque "une Âme pour la Mondialisation" constitue un élément important et central du Festival. Cet événement a été lancé, en partie en réaction à la situation critique au Moyen-Orient et dans le monde, mais avec une particularité spécifique accordée au dialogue difficile et tendu autour de la mondialisation, qui a marqué cette période. Cette tension a été illustrée par le climat des rencontres sur le commerce mondial à Seattle ainsi que par la polarisation aiguë véhiculée par les forums mondiaux telles les images du Forum Économique Mondial à Davos et du Forum Social Mondial à Porto Allègre.

Le but de l'organisation d'un colloque dans le cadre de ce festival est d'ajouter une nouvelle dimension à celle de la musique, et de tenter de contribuer aux grands dialogues mondiaux sur le "clash" par rapport au "dialogue" des civilisations. A l'instar du Festival, le Colloque a adopté le thème central une "Ame pour la Mondialisation " et depuis son lancement en 2001, il est devenu partie intégrante du Festival.

Dans ce sens, le Colloque propose une vision audacieuse dans le but de lancer des ponts pour le dialogue entre des visions du monde très différentes et en utilisant l'inspiration de la musique et de l'art ainsi que les exemples tangibles et perceptibles de l'échange interculturel qui constituent le Festival de Fès pour stimuler de nouvelles réflexions sur les problématiques mondiales. L'idée que Fès puisse servir de pont entre des visions du monde diamétralement opposées - illustrées par les rencontres annuelles du Forum Économique Mondial de Davos et celle du Forum Social Mondial de Porto Allègre - était très présente depuis le début. Un autre espoir était que le Colloque de Fès puisse donner lieu à un "Club de Fès" permanent, avec des réseaux et des activités diverses qui vont au-delà d'une année et qui

continuent entre la tenue de chacun des festivals annuels.

Le Colloque en est à sa quatrième édition annuelle, chacune de ces éditions possède un thème et un caractère propres, mais elles sont toutes marquées par l'esprit de la création et de l'édification de passerelles pour réduire le fossé causé par des mondes différents et/ou en conflit. Le Colloque constitue un forum intervenants oeuvrant pour la réalisation d'avancées significatives dans le dialogue et pour la création de nouveaux réseaux mondiaux.

Ainsi, ce Colloque ne se veut pas une conférence ou un séminaire comme les autres : les participants sont choisis soigneusement et participent en leur propre nom, et non en tant que représentants d'organisations ou de position politique. Ils appartiennent à des mondes et à des disciplines très différents et souvent ont des points de vue aux antipodes les uns des autres. Mais ils partagent tous, d'un côté la conviction que le dialogue est vital et de l'autre la curiosité de connaître des perspectives et des points de vue différents. Le Colloque est inspiré en permanence par le festival de musique, qui se déroule de jour comme de nuit.

Une des caractéristiques, peu courantes, de cet événement, est une tradition instaurée depuis longtemps et qui consiste dans le fait que chaque participant est invité à se présenter avec un objet symbolique. La gamme d'objets est tout simplement extraordinaire, depuis les symboles élémentaires de la lumière, de la terre et de l'eau jusqu'aux défis symboliques plus complexes tels que les vêtements polyvalents en tissu, un kaléidoscope et les gazouillements des oiseaux. Ces objets contribuent à la création d'un discours avec des métaphores pour faire passer des points de vue différents et directs sur la mondialisation, qui font ressortir bien mieux que ne le feraient des phrases standards de déclarations de divers orateurs. Les introductions musicales

et la tradition des symboles introductifs contribuent à la réalisation de l'objectif central qui est de rompre dans ce dialogue avec les sentiers battus. Ces objets aident également à instiller un niveau de confiance et de personnalisation, les symboles laissent souvent derrière eux des impressions que les mots ne peuvent pas faire passer.

Le Festival de Fès est dans une très grande mesure ancré et géré au Maroc mais c'est un événement international, qui attire un public élargi et de divers horizons. L'événement a attiré jusqu'à ce jour un auditoire fidèle atteignant plusieurs centaines, dont certains sont devenus des inconditionnels qui font le déplacement à Fès pour la deuxième, troisième et quatrième éditions, avec la ferme intention d'y revenir pendant plusieurs autres années à venir! Entre autres participants des hommes politiques, des artistes du monde entier, des chercheurs universitaires et des lauréats du prix Nobel ainsi que des activistes et militants pour la paix. Des personnes sont venues de différents continents attirées par l'alliance rare de la musique, du débat et de la réflexion. L'intérêt des médias pour cet événement n'a cessé d'augmenter de manière soutenue, avec un intérêt aussi bien dans le programme musical que sur le contenu du dialogue auquel appelle le Colloque.

L'ÉVÈNEMENT



Un certain nombre de traditions ont été créées, parmi lesquelles des levées de rideau musicales avant de commencer chaque conférence ou atelier et une nouvelle initiative consistant à demander à chaque participant de poser la question restée sans réponse lors de la plénière. Par ailleurs, étant donné que le Colloque se tient sous forme de séances de travail pendant les matinées durant



*Kathrine Marshal et Faouzi Skalli
Modérateurs du colloque de Fès*

cinq jours consécutifs, une initiative a été très applaudie car elle consistait à présenter le résumé matinal quotidien des débats de la veille. Ces résumés ont permis de forger les débats en liant les différentes sessions. C'était aussi une reconnaissance explicite de l'importance des idées et points de vue qui sont exprimés lors des discussions.

Un tel événement n'est, naturellement pas, facile à gérer et fait face à plusieurs défis dont le financement qui est loin d'être acquis et l'aspect de la logistique qui continue d'être un vrai défi. Il

existe, toutefois, un potentiel aussi grand qu'inexploité de capitaliser sur ce colloque, ainsi un livre remarquable a été publié en juin 2004, *L'Esprit de Fès*, qui reproduit les contributions d'un grand nombre de participants, dont Mme Chirac, le Prince Charles et M. James Wolfensohn.

Aujourd'hui des questions se posent sur l'avenir réservé à ce Colloque. Bien qu'il compte des appuis remarquables et offre un potentiel fantastique pour des contributions tant nationales que mondiales, il n'en reste pas moins que ces opportunités sont difficiles, étant donné qu'elles exigent la création d'un cadre institutionnel et des ressources entièrement affectées à cette fin.

La Banque mondiale est fière de parrainer ce Colloque. Ceux qui y participent dont Jean-Louis Sarbib, Christiaan Poortman, et Mats Karlsson, sont enchantés par l'événement et y voient un potentiel de dialogue et de réflexion riche et à même de faire la différence. Bien que les besoins et la structuration institutionnelle doivent faire l'objet de discussions, les plans des préparatifs du Colloque de 2005 sont en très bonne voie.

Le thème retenu pour cette année pour le Festival est les "Chemins de l'Espérance". Il traitera d'un ensemble de problématiques complexes, dont



Assemblée du colloque

plusieurs remontent aux éditions précédentes. Le thème du colloque cette année est : "Médias et médiations". Le thème de la résolution des conflits a émergé comme un rêve et objectif central, et l'importance de la communication, dans toutes ses formes comme voie pour la résolution des conflits constitue l'inspiration pour le thème du Colloque.



*M. Jean Louis Sarbib
Vice-Président Principal
Banque mondiale*

M. CHRISTIAAN J. POORTMAN, LE VICE-PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE POUR LA RÉGION MENA EFFECTUE UNE VISITE AU MAROC



*M. Christiaan J. Poortman,
le Vice-Président de la Banque mondiale
pour la Région MENA*

Monsieur Christiaan Poortman, vice-président de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), a effectué les 22 et 23 février derniers une visite de travail au Maroc.

Lors de cette visite, M. Poortman a eu des entretiens avec de hauts responsables du gouvernement marocain autour des avancées réalisées par le Maroc dans le domaine économique et social. Ces discussions ont aussi porté sur les principaux objectifs de la stratégie de coopération Maroc/Banque mondiale (CAS 2005-2009) qui est en phase de finalisation et qui sera présentée au Conseil d'administration de la Banque mondiale au cours du mois de mai prochain.

En effet, le 23 février, à l'issue d'une réunion avec, Monsieur le Premier Ministre, M. Christiaan Poortman a tenu à rappeler les solides relations de partenariat et de dialogue entre la Banque mondiale et le Maroc. Pour sa part, Monsieur Driss Jettou a salué "la coopération fructueuse" entre le gouvernement marocain et la Banque mondiale illustrée, entre autres, par l'accompagnement technique et le soutien financier de plusieurs programmes de développement mis en place par le gouvernement. Le Premier ministre s'est également félicité de la démarche de concertation et de consultation avec l'ensemble des acteurs marocains qui a été suivie par la Banque mondiale dans la préparation de la stratégie de coopération pour la période 2005-2009. M. Jettou a souligné que les axes principaux de cette stratégie s'inscrivent dans le cadre de la politique de développement du pays, telle que définie à travers les orientations de S.M. le Roi Mohammed VI et les engagements du gouvernement".

De son côté, M. Poortman a salué les efforts déployés par le Royaume du Maroc pour rattraper les déficits sociaux, renforcer la croissance, stabiliser le cadre macroéconomique

et doter le pays d'infrastructures modernes. Il a également réitéré la disposition de la Banque mondiale de continuer à soutenir les efforts de développement menés par le Maroc ainsi que les processus de réformes mises en place dans le Royaume.

Les entretiens de monsieur le Premier Ministre avec M. Poortman, ont été suivis d'une réunion de travail, plus élargie, regroupant plusieurs membres du gouvernement marocain qui ont souligné l'importance du partenariat avec la Banque mondiale en matière de mise en œuvre de stratégies



industrielles sectorielles, du renforcement de la politique de l'emploi et de la promotion des PME, ainsi que dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural.

Dans ses déclarations à la presse, M. Poortman a précisé que le CAS 2005-2009 se distingue par sa flexibilité par rapport aux programmes du passé et comporte, selon la demande du gouvernement marocain, des projets très concrets. Il a indiqué que le soutien de la Banque mondiale portera sur des secteurs sociaux tels que l'éducation.

"C'est un moment très important pour faire le point de ce qu'on a réalisé et discuter de l'avenir", a affirmé M. Poortman.

A la veille de ces réunions, M. Poortman avait également pris part, le 22 février, à un atelier de travail organisé au sein de

la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc. Cet atelier qui a réuni divers opérateurs du secteur privé, des acteurs de la société civile et du monde académique a eu pour objectif de présenter les résultats des consultations CAS et l'état d'avancement du processus de préparation et de la stratégie de coopération Maroc/ Banque mondiale.

Il est à signaler que lors de sa visite, M. Poortman a été accompagné de M. Théodore Ahlers, Directeur du Département Maghreb de la Banque mondiale.

Mr. Ahlers s'est aussi entretenu avec monsieur Ahmed Lahlimi, le Haut Commissaire au Plan, sur les relations de coopération entre la Banque mondiale et le Maroc dans le domaine de la mise à niveau du système d'information dans la perspective d'améliorer la performance des techniques de sondage aux niveaux quantitatif et qualitatif.

M. Ahlers a donc confirmé la disposition de la Banque mondiale de renforcer davantage ses relations avec le Maroc et mettre à la disposition du Royaume son soutien technique et son expérience.

La visite de M. Poortman et les importantes réunions de travail tenues à cette occasion reflètent l'excellent partenariat et les relations parfaites de coopération qui existent entre le Royaume du Maroc et la Banque mondiale.

PROJETS

LA BANQUE MONDIALE APPROUVE UN NOUVEAU PRÊT EN FAVEUR DU MAROC POUR UN PROJET D'APPUI À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION DE BASE

Le 8 février 2005, le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un prêt d'un montant de 80 millions de \$EU soit l'équivalent de 60,4 millions d'Euros pour financer le Programme d'Appui à la Réforme du Système Éducatif Marocain (PARSEM).

Le PARSEM a pour objectif de généraliser l'accès à l'éducation de base, d'améliorer la qualité de l'éducation, d'encourager la participation des différents intervenants dans le secteur de l'éducation, d'assurer la pérennité du financement et de promouvoir la responsabilisation dans la gestion de ce secteur.

Le Maroc a enregistré des progrès remarquables au niveau du développement de son système éducatif en dépit de conditions économiques difficiles. Le pays a traversé une période de ralentissement économique à la fin des années 90 et au début des années 2000 due à la sécheresse qui a eu un impact négatif sur une économie à prédominance agricole, avec des taux moyens de croissance du PIB de 2,5% au cours des années 90. Malgré ces conditions difficiles, d'importants efforts ont été accomplis par les pouvoirs publics

pour accroître de manière significative l'accès à l'éducation. Comme résultat, le taux de scolarisation national net dans l'enseignement primaire a augmenté, passant de 52,4% (1990-1991) à 92,0% (2003-2004). Pendant la même période, le taux de scolarisation net est passé de 17,5% à 32% dans l'enseignement collégial et de 6,1% à 14,9% dans l'enseignement secondaire.

Le système éducatif marocain fait face actuellement à de nouveaux défis. Le niveau d'efficacité interne est faible, reflété par les taux élevés d'abandon et de redoublement. Les disparités géographiques et entre les sexes sont également toujours très importantes à tous les niveaux de l'éducation. Les nouveaux défis auxquels le Maroc se trouve confronté sont notamment la croissance rapide de la demande dans l'enseignement collégial qui est la conséquence de l'accès élargi à l'enseignement primaire. L'allocation budgétaire au secteur de l'éducation est déjà substantielle avec 6,6% du PIB, limitant les opportunités d'accroissement du budget du système éducatif.

Pour relever ces défis, le PARSEM appuie les efforts du gouvernement et vise à assurer un enseignement fondamental de meilleure qualité à

tous les enfants âgés de 6 à 14 ans et ce d'une manière soutenable sur le plan financier. Les actions appuyées par le PARSEM se répartissent en trois composantes : (i) la généralisation de l'enseignement fondamental d'ici 2008; (ii) l'amélioration de la qualité de l'enseignement en réduisant les taux d'abandon et de redoublement et en améliorant l'apprentissage; (iii) le renforcement des capacités institutionnelles en améliorant la capacité de gestion des ressources humaines, administratives et financières, à tous les niveaux administratifs. Le PARSEM adopte une approche sectorielle (SWAp) à mettre en œuvre en tant qu'Opération d'Investissement Programmatique (OIP).

Ce projet s'inscrit dans la Stratégie de Coopération de la Banque mondiale avec le Maroc (CAS) qui accorde une importance particulière à la réforme du secteur de l'éducation et à la décentralisation, un élément crucial pour accélérer le développement social, la croissance et la réduction de la pauvreté au Maroc.

Projet d'Appui à la Réforme de l'Éducation de Base

ID du projet	:	P043412
Agence d'exécution	:	Ministère
Chef du Projet	:	Ousmane Diagana
Date d'approbation	:	8 février 2005
Date de clôture	:	30 juin 2008
Numéro du prêt	:	72730
Montant du prêt	:	60,4 millions d'Euros

PROJET D'ÉLABORATION D'UN RAPPORT SUR L'ÉDUCATION DANS LA RÉGION MENA

“Réforme éducative dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : Un chemin pas encore parcouru”

Les systèmes d'éducation doivent contribuer d'une manière importante au bien-être social et économique des pays. Néanmoins, dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, les données disponibles suggèrent que l'investissement dans l'éducation n'a pas toujours les résultats attendus (à titre d'exemple le Rapport sur le Développement Humain dans les Pays Arabes de 2003). Malgré les améliorations notables réalisées au niveau de l'accès, surtout pour les filles et les populations rurales, il est souvent remarqué que la qualité de l'éducation laisse à désirer et que le système éducatif est inefficace. En outre, le taux de chômage croissant et persistant parmi les jeunes instruits donne à penser que le système éducatif ne fournit pas les éléments nécessaires pour réussir dans un monde où l'économie est de plus en plus axée sur le savoir.

La Banque mondiale lance le processus de préparation d'un rapport sur l'éducation qui tentera d'apporter des réponses aux questions sur les systèmes éducatifs dans la région et jusqu'à quel point ils contribuent effectivement au développement économique et social. Ce rapport proposera aussi « comment » mieux atteindre les résultats attendus de ce secteur. Ce rapport sera la cinquième édition d'une série de rapports régionaux sur le développement dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique de Nord. Les autres rapports publiés précédemment ont porté sur le commerce, la gouvernance, l'emploi et le genre.

Tout en accordant une attention particulière à l'analyse et au diagnostic, la plus grande partie du rapport mettra

l'accent sur les stratégies à considérer pour traiter cette problématique.

En faisant le point sur les progrès réalisés à ce jour, le rapport passera en revue les réalisations et les échecs sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. L'examen des efforts déployés par le passé couvrira tous les épisodes significatifs de la réforme, qu'ils soient ou non accompagnés par un appui de la Banque mondiale. Lors de l'identification d'options futures, le rapport fera ressortir de manière égale la nécessité d'améliorer le système éducatif lui-même ainsi que la demande.

LES COMPOSANTES DU RAPPORT

Le rapport sera divisé en trois sections: La première présentera un diagnostic du secteur éducatif dans la région et argumentera la nécessité d'entreprendre ou d'accélérer des réformes. La deuxième section proposera un cadre conceptuel des réformes éducatives et utilisera ce cadre pour analyser les tentatives de réforme dans la région. Quant à la dernière section, elle présentera les résultats de cette analyse et fera une typologie d'approches de réformes porteuses prenant en compte les conditions spécifiques de départ de chaque pays.

LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE ET LEUR DISSÉMINATION

L'étude régionale sur le système éducatif a pour but d'élaborer, d'une part, une analyse approfondie des réussites et d'échecs du secteur éducatif dans un certain nombre de pays, et d'autre part, proposer un cadre pour les réformes prochaines. Les rapports concrets suivants seront ainsi élaborés :

- Un rapport régional, couvrant tout le spectre de problématiques du secteur de l'éducation;
- Un rapport de synthèse, qui contiendra un résumé succinct des principales constatations du rapport principal; et
- Une série de documents d'analyse, qui seront publiés de manière autonome (par ex. La contribution de l'éducation à la croissance économique, à l'égalité et à la réduction de la pauvreté dans la région ; Les taux de rentabilité sociale sur l'éducation, Les politiques en matière d'éducation et de migration dans la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord).

Ces documents seront publiés et feront l'objet d'une large dissémination parmi les acteurs clés de la région dont les décideurs et responsables des orientations politiques, la société civile, les bailleurs de fonds et toutes les parties intéressées par la réforme de l'éducation. Les modes de diffusion prendront la forme d'une série d'ateliers de travail dans la région elle-même, la présentation du rapport lors des Assemblées Annuelles de la Banque mondiale et du FMI, l'insertion de rapports dans les sites web et la participation à des forums organisés par des tiers.

PROJETS

LES PROJETS DE LA BANQUE MONDIALE EN COURS DE PRÉPARATION AU MAROC

Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural

P 086877

Montant du prêt proposé :	40 millions de \$EU
Coût total du projet :	60 millions de \$EU
Chef du Projet :	Marie Laure Lajaunie
Agences d'exécution :	Office National d'Eau Potable (ONEP)

Description du projet :

Le projet aura pour objectifs de : (i) appuyer les programmes du gouvernement pour augmenter l'accès des communautés rurales à l'eau potable et à l'assainissement et améliorer les pratiques d'hygiène ; et (ii) assurer la pérennité de ces programmes dans le secteur.

Des objectifs détaillés seront définis lors des discussions avec les partenaires pendant les différentes étapes de préparation du projet.

Projet de Développement Rural Intégré des Zones Forestières et Péri Forestières

P 075561

Montant du prêt proposé :	10 millions de \$EU
Montant total du projet :	50 millions de \$EU
Chef du Projet :	Abdelkrim Oka
Agence d'exécution :	Haut Commissariat Chargé des Eaux et Forêts

Description du projet :

Le projet a pour objectif d'améliorer la gestion de la biodiversité et des ressources naturelles. Les actions suivantes seront mises en place : (i) une gestion durable des ressources forestières, hydrauliques et en sols et à l'amélioration de la production agricole dans les zones péri-forestières ; (ii) l'amélioration des conditions socio-économiques de la population rurale ; (iii) la protection de la biodiversité du pays ; (iv) une production industrielle et artisanale accrue de bois ; et (v) le renforcement des services forestiers à usage et jouissance de la population tant urbaine que rurale. Par ailleurs, un meilleur stockage du carbone grâce à l'expansion du couvert végétal et à une meilleure gestion forestière contribuera à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre.

Projet de Conservation de la Biodiversité dans le Parc National du Bas Draa - Projet GEF (Fonds Mondial de l'Environnement)

P 068904

Montant du Don :	1 million de \$EU
Montant total du projet :	3 millions de \$EU
Chef du Projet :	Abdelkrim Oka
Agence d'exécution :	Haut Commissariat des Eaux et Forêts

Description du projet

Le projet appuie les trois grands objectifs suivants : (i) renforcer la capacité institutionnelle de certains programmes (exp. Communication) ; (ii) améliorer les conditions de vie des populations locales de trois zones forestières importantes ; et (iii) établir le parc national proposé du Bas Draa, site d'une importance internationale pour sa biodiversité.

Projet de Centrale Thermo-Solaire – Projet GEF (Fonds Mondial de l'Environnement)

P 041396

Montant du Don :	50 millions de \$EU
Coût total du projet :	190 millions de \$EU
Chef du projet :	Nourredine Bouzaher
Agence d'exécution :	Office National de l'Electricité (ONE)

Description du projet :

Le projet aura pour objectifs de : (i) accroître l'utilisation des sources énergétiques au Maroc ; (ii) permettre au Maroc de devenir un chef de file pour ce qui est de l'application des technologies thermo-solaires ; et (iii) permettre au Maroc de s'embarquer sur la voie du développement durable.

LA SUCCESSION À LA PRÉSIDENTENCE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le 3 janvier 2005, le Président du Groupe de la Banque mondiale, M. James Wolfensohn, a envoyé un message à M. Yahya Alyahya, le doyen du Conseil des Administrateurs, annonçant sa décision de prendre sa retraite et de ne pas se présenter pour un troisième mandat à la présidence du Groupe.

Message de M. James Wolfensohn

Le 31 mai 2005, mon second mandat en tant que Président du groupe de la Banque mondiale vient à expiration. C'est pour moi un grand privilège que d'avoir pu servir cette institution. Je serai à jamais reconnaissant pour l'occasion qui m'a été donnée, car on ne peut imaginer un meilleur groupe de collègues avec qui travailler ou une cause plus noble qu'on puisse servir. Je désire prendre ma retraite à la fin de mon mandat et recommande au Conseil de rechercher un nouveau président pour l'institution. Je préfère, en effet, ne pas être pris en considération pour un troisième mandat. Soyez assurés de mon entière coopération.

Nous préparons à l'heure actuelle à l'intention du nouveau président des instruments de briefing sur le groupe de la Banque mondiale pour faciliter la transition. Je suis heureux d'avoir eu la chance de travailler avec tous nos actionnaires et avec le Conseil d'administration, et je suis convaincu que nous pourrons assurer une transition dans l'ordre et dans l'harmonie.

A nouveau, en mon nom et en celui de Elaine, mon épouse, permettez moi de réitérer l'estime profonde dans laquelle je vous tiens ainsi que tous nos collègues du groupe de la Banque mondiale pour votre appui et votre amitié durant ma présidence.

Jim

BIOGRAPHIE DE MONSIEUR JAMES D. WOLFENSOHN, PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

James D. Wolfensohn, neuvième président du Groupe de la Banque mondiale, a mené une carrière internationale de banquier d'affaires parallèlement à des activités dans les domaines du développement et de l'environnement au niveau mondial. Le 27 septembre 1999, il a été reconduit dans ses fonctions à l'unanimité par le Conseil des administrateurs pour un nouveau mandat de cinq ans, à compter du 1er juin 2000. M. Wolfensohn est le troisième président de l'histoire de la Banque mondiale à effectuer un second mandat.

Depuis son entrée en fonction, le 1er juin 1995, M. Wolfensohn s'est rendu dans plus de 100 pays pour s'enquérir

des défis auxquels sont confrontés la Banque mondiale et ses 184 pays membres. Au cours de ses voyages, il a non seulement visité des projets de développement parrainés par la Banque mondiale, mais aussi rencontré des membres des gouvernements partenaires ainsi que des représentants des milieux d'affaires, des organisations de la société civile, des médias et du monde académique. Ce faisant, il a pris l'initiative de lancer de nouveaux partenariats stratégiques entre la Banque et les pays auxquels l'institution apporte son concours.

En 1996, en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), M. Wolfensohn a lancé l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) qui est le premier programme global d'allègement de la dette établi

pour répondre aux besoins des pays les plus pauvres et les plus endettés du monde.

En janvier 1999, M. Wolfensohn a présenté le concept du Cadre de développement intégré (CDI) qui préconise une stratégie globale à long terme dans le cadre de laquelle le pays s'approprie le programme de développement qu'il mène.

M. Wolfensohn a fait de la lutte contre la pauvreté l'élément central de la mission de la Banque et a orienté les travaux de l'institution de manière à appuyer les efforts que déploie la communauté internationale de développement pour assurer la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire.

M. Wolfensohn a engagé plusieurs autres initiatives dans le cadre de la Banque mondiale telles que le Portail du développement, le Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement, le Dialogue sur les croyances et le développement, la culture et la paix.

Avant d'intégrer la Banque, M. Wolfensohn était banquier d'affaires international et, juste avant sa nomination, président-directeur général de James D. Wolfensohn Inc, société d'investissements qu'il a lui-même fondée en 1981 pour fournir des services de conseil à de grandes entreprises américaines et internationales. Il a cédé les intérêts qu'il y détenait lorsqu'il est entré à la Banque mondiale.

Avant de fonder sa propre société, M. Wolfensohn a occupé divers postes de haut niveau dans le secteur financier : associé principal de Salomon Brothers à New York, où il dirigeait le groupe banques d'affaires ; premier vice-président et administrateur général de Schroders Ltd à Londres, président de J. Henry Schroders Banking Corporation à New York, et directeur général de Darling & Co en Australie.

Tout au long de sa carrière, M. Wolfensohn a activement participé à de multiples activités culturelles et bénévoles, en particulier dans le domaine des arts. Il est devenu membre du Conseil du Carnegie Hall de New York en 1970, puis son président, de 1980 à 1991. Pendant cette période, il a dirigé avec succès l'entretien et la restauration de cet édifice historique. Il est aujourd'hui président honoraire du Carnegie Hall. En 1990, M. Wolfensohn est devenu président du Conseil d'administration du John F. Kennedy Center for the Performing Arts de Washington. Le 1er janvier 1996, il en a été élu président honoraire.

M. Wolfensohn a été président de la Fédération internationale des associations de la sclérose en plaques,

directeur du Conseil des entreprises pour un développement durable, et président du Comité financier et du Conseil d'administration de la Fondation Rockefeller et du Conseil de la population, et administrateur de l'Université Rockefeller.

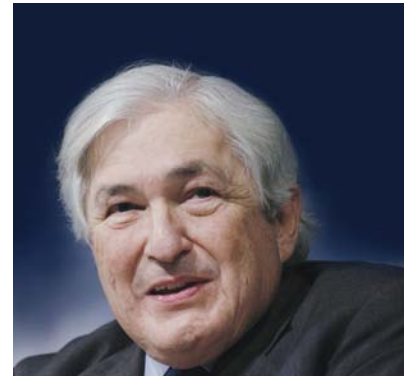
En dehors de ses fonctions de président du Groupe de la Banque mondiale, M. Wolfensohn préside le Conseil d'administration de l'Institut d'études supérieures de l'Université de Princeton. Il est en outre administrateur honoraire de la Brookings Institution et membre du Conseil des relations extérieures et de la Century Association à New York.

Né en Australie en décembre 1933, M. Wolfensohn est titulaire d'une licence ès lettres (BA) et d'une licence en droit (LLB) de l'Université de Sydney et d'un MBA de la Harvard Graduate School of Business.

Avant d'intégrer Harvard, M. Wolfensohn était avocat au cabinet juridique australien Allen Allen & Hemsley. Il a également été officier de l'armée de l'air australienne et membre de l'équipe australienne d'escrime aux Jeux olympiques de 1956. M. Wolfensohn est membre de l'Académie américaine des arts et des sciences et de la Société américaine de philosophie. Il a reçu de nombreuses récompenses pour ses activités bénévoles, notamment le premier des prix David Rockefeller décerné par le Musée d'art moderne de New York pour son action dans le domaine culturel et artistique.

En mai 1995, M. Wolfensohn a été nommé Chevalier honoraire par la reine Élisabeth II pour ses activités en faveur des arts. Il a également été décoré par les gouvernements allemand, australien, français, marocain et norvégien.

M. Wolfensohn et son épouse, Elaine, spécialiste de l'éducation et diplômée de Wellesley (BA) et de l'Université Columbia (MA et MEd), ont trois enfants, Sara, Naomi et Adam.



*M. James Wolfensohn
Président du Groupe de la
Banque mondiale*

JAMES WOLFENSOHN À LA PRÉSIDENTENCE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE 1995-2005 : PRINCIPALES RÉALISATIONS

Pendant ses deux mandats à la présidence du Groupe de la Banque mondiale, Wolfensohn a réussi à décentraliser la Banque mondiale dans 100 pays visant l'efficacité dans l'aide au développement à travers plus d'écoute des gouvernements des pays et des organisations non gouvernementales, avec une concentration des efforts sur la stratégie globale de réduction de la pauvreté.

La Banque Mondiale fait plus, aujourd'hui, que toute autre organisation publique pour lutter contre la pauvreté.
The Economist, Septembre 2004

Les Changements Significatifs dans les activités de la Banque mondiale pendant la dernière décennie

- **Allègement de la dette** : Cet axe de travail fait maintenant partie du programme de la Banque mondiale, alors qu'il y a dix ans cela n'était pas le cas. 27 pays ont bénéficié d'un allègement de la dette d'un montant total de 54 milliards de dollars.
- **Corruption** : La corruption est un obstacle pour le développement et la Banque, sous la présidence de M. Wolfensohn a soutenu 600 programmes de lutte contre la corruption dans plus de 100 pays.
- **SIDA /VIH et la question du genre** : La Banque mondiale est le premier bailleur de fonds en terme de ressources externes pour le traitement et prévention du SIDA. La Banque a aussi consacré 7 milliards de dollars pour l'éducation des filles, les soins de santé, et pour des projets visant le bien-être des populations qui ciblent les femmes en majorité.
- **Reconstruction** : La Banque mondiale est intervenue en Bosnie au milieu des années quatre vingt dix, ainsi qu'au Kosovo, Ghaza, au Timor de l'Est et dans une trentaine d'autres pays, cherchant à restaurer la croissance économique et la paix dans ces régions, tout en faisant de ces initiatives une priorité et une obligation pour la Banque mondiale.
- **Conseil, Connaissance et Expérience Globale** : La Banque est une institution qui produit des connaissances et se concentre de plus en plus sur l'importance d'accorder des conseils et de l'expérience internationale, ce qui est facilité par l'utilisation des vidéoconférences, l'Internet, et par un portail web sur le développement intitulé 'Development Gateway'.
- **Ouverture et Transparence** : Wolfensohn a personnellement encouragé toutes les équipes de la Banque mondiale à collaborer avec les organisations internationales, le secteur privé, et la société civile.
- **Elargissement des Activités dans le secteur de l'Environnement** : La Banque est le plus grand bailleur de fonds pour des projets d'environnement, ayant atteint un montant de 1,3 milliards de dollars pour l'année 2004.



DOSSIER

La Banque mondiale s'intéresse plus à :	1996	2004*
Approfondir la définition de la pauvreté	Economique	Multidimensionnelle
Soutenir des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (PRS) pour les pays partenaires	- 0 -	25 complétées / 50 en intérim
Encourager la mise en place du Cadre de Développement Intégré (CDF)	- 0 -	Dans plus de 50 pays
Soutenir la lutte contre la corruption dans les projets et programmes avec les gouvernements	Peu	Dans plus de 95 pays
Le personnel de la Banque mondiale est plus proche et plus attentif aux besoins des clients	1996	2004*
Plus de directeurs de pays (Country Directors) sur le terrain	0%	73%
Augmentation du personnel régional sur le terrain	28%	44%
Diminution du temps investi dans la préparation des projets	24 mois	16 mois
L'approche et le travail de la Banque mondiale sont plus ouverts et plus participatifs	1996	2004*
Publication de la Stratégie de Coopération (CAS)	None	97%
Implication de la Société Civile dans les projets	Moins de 50%	72%
Valeur Ajoutée aux éléments communautaires dans les projets	\$700 millions	\$2 milliards
La Banque mondiale réagit au conflit et à la dette	1996	2004*
Prêt et Conseil dans l'après Conflit		15 pays 40 pays et territoires
Opération pour l'allègement de la dette PPTE (Pays Pauvres très Endettés)	- 0 -	27 pays qui bénéficient de l'allègement de la dette. 14 pays Point d'achèvement
Valeur Nominale de l'engagement à l'allègement de la dette	- 0 -	Approx. \$54 milliards
Une meilleure promotion du secteur privé	1996	2004*
Les éléments de réserve privée dans les projets d'infrastructure	21%	39%
Société Financière Internationale (IFC) - Engagements d'investissements	\$2.1 milliards	\$4.75 milliards
L'Agence Multilatérale de Garantie D'Investissements (AMGI)- Les Garanties totales fournies	\$0.9 milliards	\$1.1 milliards
Plus d'accès à l'information et au partage de connaissances	1996	2004*
Réseau Mondial de Formation pour le développement (GDLN)	- 0 -	68
Nombre d'activités de GDLN (Réseau Mondial de Formation pour le développement)	- 0 -	858
Nombre de Réseaux lancés et établis	Moins de 30	Plus de 80
Nombre de vidéoconférences dans les bureaux locaux	- 0 -	13,489
Amélioration de la qualité opérationnelle	1996	2004*
Qualité des Projets	78%	94%
Qualité de travaux d'analyse et de conseil	72%	90%
Qualité de la supervision des projets	63%	92%
Amélioration de l'impact	1996	2004*
Augmentation de satisfaction des résultats des projets	69%	79%
Réduction des projets à risque	29%	15%

L'Héritage du prochain Président et les défis non résolus

- **L'Environnement Financier Changeant**
- **Augmentation des Besoins des Pays en Développement**
- **Renforcement des Relations de Coopération entre la Banque et ses Partenaires**

Le positionnement du prochain président face à ces défis déterminera si la Banque mondiale maintiendra le cap selon les perspectives de monsieur Wolfensohn ou si elle prendra du recul.

Des réponses aux questions suivantes détermineront l'orientation de la Banque mondiale pour les prochaines années :

- **Est-ce que la Banque est une institution de développement ou de financement ?**
- **Doit-elle se concentrer sur l'incitation de la croissance économique ou sur la réduction de la pauvreté ?**
- **Est-ce que les intérêts des pauvres sont mieux servis par un appui à la croissance économique ou par une redistribution des revenus ?**

La position du prochain président sur ces questions aura implicitement un effet sur la conception et la formulation de la mission de la Banque mondiale dans les années à venir.

«**Jim Wolfensohn a amené la Banque à mi-chemin sur la montagne. Les obstacles que son successeur devra affronter pour aller de l'avant sont formidables, mais s'il devait faire marche arrière, cela rendrait la Banque mondiale hors contexte** » a souligné Robert Piciotto, ancien directeur général des opérations d'évaluation de la Banque mondiale.



COMMENTAIRES DE LA PRESSE INTERNATIONALE SUR LA SUCCESSION À LA PRÉSIDENTIE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Depuis que James Wolfensohn a annoncé début janvier qu'il n'avait pas l'intention de se représenter pour un troisième mandat en tant que président du Groupe de la Banque mondiale, les éditoriaux des principaux organes de presse internationaux n'ont cessé de mettre l'accent sur sa succession et sur l'avenir de l'organisme. Nous avons reproduit ci-après certaines de ces réactions :

Qui présidera la Banque Mondiale? Voilà une question qui nous concerne tous

par Martin Wolf, Financial Times
Le mercredi 26 janvier 2005

Notre monde est un monde fait d'États. Pourtant aucun de ceux-ci ne peut faire abstraction de ce qui se produit ailleurs dans le monde. Tous peuvent apprendre les uns des autres. Tous sont menacés par la propagation du terrorisme, du gangstérisme, de la pollution, de la maladie et des guerres. Tous peuvent bénéficier des flux d'idées, d'échanges commerciaux et d'investissements. Comment dans ce cas là un monde composé d'états souverains peut-il réaliser ces objectifs? Une grande partie de la réponse consisterait à dire : "A travers des institutions internationales".

Mis à part les personnes qui travaillent pour ces institutions, leur servent de conseillers ou dépendent directement de celles-ci, peu les portent dans leur cœur. Toutefois, tout aussi impopulaires et imparfaites qu'elles puissent être, les institutions internationales exercent des fonctions de très grande valeur. Ceci est incontestablement le cas pour les trois institutions économiques dont les présidents sont bientôt sortants: la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

James Wolfensohn quittera la Banque à la fin mai, Supachai Panitchpakdi quittera l'OMC fin août et Donald Johnston quittera l'OCDE en juin 2006. Qui se préoccupe de l'identité de ceux

qui les remplaceront? Moi si, et je pense que plusieurs d'entre nous le devraient également. Ces institutions doivent être présidées par des personnes de premier ordre, et non par des médiocres qui sont le plus souvent au goût des gouvernements.

La fonction la moins controversée de ces institutions est bien la production de données pertinentes, fiables et comparables à l'échelle mondiale, ainsi que leur analyse. L'information est un bien public classique. Nous devrions être reconnaissants envers ces institutions pour la qualité de leur travail.

Car celles-ci font beaucoup plus qu'il n'y paraît à première vue. L'OCDE constitue littéralement le laboratoire d'idées pour les démocraties libérales avancées. Il encourage les gouvernements membres à apprendre les uns des autres dans l'ensemble de leurs politiques. L'OMC veille à l'application des accords qui soutiennent l'économie mondiale libérale. La Banque, quant à elle, est le dépositaire par excellence des connaissances pratiques et le principal organisme opérationnel dans le domaine du développement économique.

Ces institutions ont donc leur importance. Comme les pères fondateurs de l'ordre mondial au lendemain de la deuxième guerre mondiale l'avaient compris, ni la coopération ponctuelle ni la domination impériale ne pouvaient soutenir les fondements d'un monde - tel qu'ils l'espéraient - plus coopératif, prévisible et à économie ouverte. La notion de souveraineté débridée s'est écroulée devant le cataclysme de la période 1914-45. Ce dont on avait besoin c'était plutôt des institutions durables dans le temps. Ces institutions ne devaient pas se substituer aux états mais prendre appui sur eux, créant ainsi les bases d'une coopération pérenne.

Cette sagesse est encore de mise aujourd'hui. Les États peuvent réaliser plus à travers des institutions

structurées qu'ils ne peuvent le faire par eux mêmes ou à travers des arrangements ad hoc. Même les États Unis, la plus grande superpuissance de l'heure, semble s'être résignée à se rendre à l'évidence. Par conséquent, il y va de l'intérêt de leurs membres que ces institutions soient bien gérées et qu'elles puissent répondre aux besoins pour lesquelles elles ont été créées.

C'est cette même préoccupation dominante qui devrait être à la base du choix des personnes appelées dans un proche avenir à présider aux destinées de ces institutions. La nationalité ne devrait pas (mais, malheureusement ceci n'est pas le cas) être un critère déterminant. Pour quelle raison le citoyen américain devrait-il penser que la Banque mondiale devrait être présidée par un de ses concitoyens? L'influence américaine ne dépend pas de ceci. Le président d'une institution internationale sera toujours tenu de répondre aux désirs de ses membres les plus puissants.

La meilleure manière de choisir les nouveaux dirigeants est claire. Un Comité des Candidatures doit être créé. Celui-ci devra établir une liste restreinte de candidats qualifiés. L'organe exécutif de l'organisation aura la charge de choisir parmi l'un de ces candidats celui ou celle qui sera retenu. Si le meilleur candidat pour La Banque Mondiale doit être, par exemple, indien, ce sera ce dernier qui sera retenu en fin de compte.

Il va sans dire que ce n'est pas le cas dans la réalité. A l'OMC, le désaccord sur l'origine nationale du directeur général a été institutionnalisé dans le tristement célèbre accord sur des mandats triennaux consécutifs pour Mike Moore et M. Supachai. Les USA ont toujours choisi le président de la Banque mondiale, de la même manière que les Européens ont toujours choisi le Président du Fonds monétaire international. Les républicains ont eu un passé relativement triste chaque fois qu'il s'est agi de faire leur choix.

Toutefois, même si la procédure continue à être déficiente, nous pouvons toujours nous poser la question : « que recherchons-nous dans les nouveaux présidents de ces institutions? ». Certaines caractéristiques parlent pour elles-mêmes : la probité, l'expérience recherchée, les qualités de gestionnaire et une forte personnalité. Mais par-dessus tout la qualité la plus importante est le leadership.

L'OCDE est un laboratoire d'idées qui voit le nombre de ses membres se développer de plus en plus : il a besoin d'une personne à même de piloter son développement intellectuel et de s'ouvrir à de nouveaux membres, en particulier dans les pays d'Asie qui passent actuellement par un grand développement. L'OMC est l'architecte d'accords complexes dont l'objectif est l'instauration d'un système de libéralisme commercial : il a besoin d'une personne douée du sens de la conviction, qui a le souci du détail et, lorsque ceci est nécessaire, qui sait tendre la main aux gouvernements dont les accords dépendent.

La Banque mondiale est à la fois une cellule de réflexion et un organisme opérationnel. Elle a besoin d'un leader engagé à la fois moralement et intellectuellement. Elle a également besoin d'une personne à même de définir des priorités et de pouvoir gérer les pressions d'intérêt conflictuels exercées par les principaux gouvernements donateurs, par les pays en voie de développement emprunteurs et par les groupes d'activistes exigeants, dont le rôle est souvent destructeur.

Sur ces institutions, il est permis de penser que la Banque est la plus importante et certainement la plus difficile à gérer. Elle l'est parce qu'elle constitue la principale source d'expérience et de conseil pour s'attaquer à ce qui reste le plus grand défi moral de l'humanité : l'élimination de la pauvreté absolue. Celle-ci est la plus difficile à diriger du fait de sa taille

et de la multiplicité des pressions dont elle fait l'objet.

J'ai été persuadé par l'excellent livre de Sebastian Mallaby sur James Wolfensohn, dans lequel il déclare que ce dernier a de grandes réalisations à son actif. Parmi celles-ci le mérite d'avoir abordé des thèmes tels que l'allègement de la dette, mis l'accent sur le fléau de la corruption, délaissé le concept des cibles de prêt et décentralisé la gestion de la banque vers les régions. J'admire la passion et l'engagement de M. Wolfensohn, sans parler de ses compétences de gestionnaire. Ce qu'il nous faut maintenant c'est jeter une lumière implacable sur la mission centrale de la Banque : assister à la création de la croissance économique et à l'amélioration du niveau et de la qualité de vie des pays les plus pauvres du monde, principalement d'Afrique subsaharienne.

Je ne veux pas mentionner de noms. Il est de loin plus important de rehausser le caractère d'extrême importance de ces choix. Ces institutions représentent un gage de coopération fondée sur l'objet visé. Les choix sont importants non pas seulement pour ce que les nouveaux dirigeants vont apporter à ces agences, ils montrent également ce que nous considérons être important. Si nous choisissons des politicards, nous aurons fait preuve d'une grande indifférence et aurons raté l'occasion d'entamer et d'inscrire dans la durée une coopération effective. De tels choix ne sauraient pas être une surprise, ce sera carrément une tragédie.

Recherché : Foncéur
The Guardian
Mardi 25 janvier 2005

Ceci peut paraître inimaginable, mais il y a à peine une dizaine d'années, un mouvement appelait de manière sérieuse à l'abolition de la Banque mondiale. Déjà en 1994, la Coalition "Cinquante Ans c'est Assez", ainsi que

quelques organisations non gouvernementales telles que Oxfam, accusaient la Banque de mettre indûment en péril le processus de réduction de la pauvreté. A la faveur de la succession de présidents plutôt médiocres - tels que Barber Conable, alias "Barbara qui?" - la Banque titubait littéralement durant les années 80 et le début des années 90, battue de tous les côtés par des militants et devenue l'objet de méfiance de la part des sceptiques qui dominaient la politique américaine d'alors. La banque était dans un état désolant lorsque James Wolfensohn en a pris la destinée en 1995. Malgré toutes ses fautes, M. Wolfensohn a lutté avec bravoure pour restaurer à la banque son aura d'antan.

Maintenant que cette mission a été accomplie, M. Wolfensohn se retire en mai. Durant une année où les troubles en Afrique et la reconstruction post désastres ont eu la part du lion des programmes des réunions internationales, le prochain président de la Banque sera sur la sellette dès son installation, en tant que président du principal organisme mondial de développement. Le candidat idéal devra être en mesure d'agir en tant qu'intermédiaire entre les nations les plus riches du monde, qui financent le plus clair des activités de la Banque, et les grandes exigences du monde en voie de développement et des ONG.

Plus particulièrement, le candidat idéal devra avoir l'expérience de la gestion d'une grande organisation d'envergure internationale mue par la connaissance. Deuxièmement, le candidat devra faire preuve d'un intérêt marqué pour l'aide et le développement internationaux. (M. Wolfensohn ne disposait d'aucun de ces mécanismes, causant ainsi à la banque plusieurs efforts vains.) Troisièmement, le président idéal est celui qui aura la meilleure réputation, l'inspiration et un flair marqué pour la diplomatie.

Peu d'hommes ou de femmes d'état peuvent répondre à toutes ces exigences. Mais la liste de candidats est limitée par un autre facteur : le président de La Banque mondiale doit être américain. Dans l'état actuel des choses, injustement, les deux institutions multilatérales de Washington sont partagées entre les deux superpuissances économiques du monde : les Européens ont le droit de désigner le président du Fonds monétaire international, et les américains celui de la Banque mondiale.

Il va sans dire que des postes de ce niveau doivent être pourvus par des candidats jugés sur la base de leur mérite seulement. Mais alors qu'il n'est pas impossible d'imaginer une administration américaine qui renonce à son droit de choisir le président de la Banque, il est impossible d'imaginer cette même administration étant la première à faire ceci - et qui plus est l'Europe ne veut certainement pas s'offrir le luxe de rentrer dans d'autres luttes avec Washington. Ceci a pour effet certain d'exclure Gordon Brown, ou tout autre candidat originaire de pays bénéficiant réellement de La Banque mondiale, tels que l'Afrique du Sud, l'Inde ou le Brésil. Plusieurs candidats américains qui étaient au peloton ont également été distancés : Colin Powell, évidemment le meilleur choix, a déclaré ne pas briguer le poste. Robert Zoellick, jusqu'alors considéré comme candidat potentiel, a hérité du poste d'adjoint de Condoleezza Rice au département d'état. Ce qui nous laisse avec un menu peu appétissant de candidats potentiels, dont Randall Tobias, ex président du géant laboratoire pharmaceutique Eli Lilly et pro Bush; Elaine Chao, lobbyiste dans le domaine de l'aviation nommé au Ministère de l'Emploi sous Bush; ou John Taylor, mieux connu pour ses écrits et ses théories économistes obstinés. De tels choix nous rappellent ceux des années 80, lorsque les républicains avaient pu imposer des intellectuels à la tête de la Banque.

Même sous réserve d'un revirement de M. Powell, il existe d'autres candidats excellents. Parmi les meilleurs mais les plus improbables l'ex-président américain Bill Clinton, même s'il est très difficile d'imaginer que M. Bush le permette. Dans ce cas, on devrait considérer plus sérieusement la personne qui fait la une du journal d'aujourd'hui : Bill Gates. Ses dons pour le moins remarquables prouvent le profond intérêt de M. Gates pour le développement. Son expérience dans la gestion d'une organisation de taille planétaire serait d'une très grande valeur. De plus, en tant que personne mondialement respectée et toutefois non politique, M. Gates pourrait fort bien être ce dont la Banque a besoin à ce moment précis.

L'après Wolfensohn
Le Financial Times
Le lundi 24 janvier 2005

Le départ imminent de Jim Wolfensohn de son poste de président de La Banque mondiale ne manquera certainement pas d'être le prélude à d'importants changements au sein de la plus grande institution de développement que le monde n'ait jamais connu. Sous M. Wolfensohn, la Banque a adopté la vision expansionniste d'un organisme transformationnel dévoué à l'élimination de la pauvreté et de l'injustice sociale. Quelle que soit la personne que le président Bush choisira comme remplaçant de Wolfensohn, elle va probablement être en faveur d'une interprétation plus restrictive de son rôle. Cette restriction commencera tout au moins par une révision de la stratégie et de la réorientation. Ce qui n'est pas forcément pour déplaire, à condition que ceci se passe en douceur.

La Banque a connu de profonds changements sous l'ère Wolfensohn, à plusieurs égards pour le meilleur. Elle est sortie du bunker, a commencé à se livrer à des activités non gouvernementales et est devenu un fervent agent pour le plaidoyer en

faveur du développement. Des cadres supérieurs ont été redéployés vers des bureaux des pays. La réduction de la pauvreté a été utilisée comme le principal test pour toutes les initiatives. La Banque a aussi étoffé ses activités dans les domaines de la santé et de l'éducation. Des efforts ont été effectués pour encourager les pays en voie de développement à s'approprier les programmes de développement; par ailleurs des programmes de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ont été parmi les sujets traités en priorité.

Toutefois, La Banque a également essayé d'être tout pour tout le monde. L'un des moyens de mesurer le degré d'engagement de l'institution est son empressement à définir ses domaines d'intervention : la Banque de Wolfensohn n'a pas réussi ce test. Le degré de développement social a commencé à ralentir la croissance économique. Les infrastructures ont été négligées, en partie sur la requête des ONG. La vague de l'alternance est de retour, avec un accent prononcé pour le commerce, quoique ceci n'en soit qu'à son début.

Tout examen devrait se fonder sur la conviction que l'existence même de La Banque est due à la nécessité de surmonter les inefficacités du marché. Cet examen doit étudier la prédisposition de La Banque à accorder des prêts en deçà des conditions du marché à des pays ayant accès aux marchés financiers. Il existe probablement des raisons pour le financement de projets non commerciaux dans des régions frappées de pauvreté absolue; de tels prêts produisent également des revenus. Mais les pays à revenu intermédiaire ont accès à des ressources. Ce qui importe c'est la manière dont ces ressources sont affectées. Le rôle principal de la Banque devrait être celui de collecter et de disséminer des informations provenant du monde entier.

Une action centrée sur les pays d'Afrique subsaharienne - où la pauvreté paraît le plus irréductible - semble être inévitable. La plus grande partie de la région manque d'accès au capital privé et aux moyens d'ouverture sur les activités des marchés internationaux. Les institutions sont faibles ou carrément inexistantes. La création des conditions préalables pour la croissance doit constituer la priorité absolue.

Ceci ne signifie pas l'exclusion des domaines de la santé ou de l'éducation, mais la nécessité de les évaluer dans le cadre d'une stratégie de croissance. Les institutions doivent être stimulées, la capacité d'absorber l'aide évaluée et rehaussée. Dans certains cas, les subventions semblent meilleures que des prêts assortis de conditions libérales suivis de cycles incessants d'allègement de la dette.

Ce travail doit se faire conjointement avec les agences des Nations Unies, sans assujettir le rôle de la Banque à un simple programme institutionnel des Nations Unies. Il devra être effectué dans le contexte des préoccupations de la sécurité mondiale, tout en assurant l'intégrité de l'aide avec la politisation de style post guerre froide. Ceci est une tâche colossale, qui exige un leader de premier ordre.

Un patron pour La Banque Mondiale
The Washington Post
Le dimanche 23 janvier 2005

L'Administration Bush a relevé la contribution des États-Unis au développement économique dans le monde pauvre, en créant Millennium Challenge Corp, destiné à fournir l'aide de manière plus rationnelle et à relancer les dépenses dans le domaine de lutte contre le Sida. Mais elle est en butte à une décision qui peut s'avérer aussi importante que ces deux initiatives. James D. Wolfensohn, le président de La Banque Mondiale, a fait savoir son intention de se retirer. La Maison Blanche doit fournir un successeur digne du président sortant.

L'identité du successeur à la présidence de La Banque mondiale est d'une très grande importance, parce que l'institution est à la fois puissante et fragile. Elle est puissante parce qu'elle distribue chaque année quelque \$20 milliards en prêts commerciaux, prêts garantis et subventions et parce que son effectif riche de 10,000 employés représente la plus grande concentration de savoir faire et d'expertise dans le domaine de développement au monde. Cette association de force financière et technique a donné à La Banque un rôle de chef de file dans plusieurs domaines qui touchent les intérêts américains, depuis l'effort de reconstruction dans la région des Balkans et en Afghanistan à la campagne de lutte contre le Sida en passant par la mise au point finale de la théorie du développement.

Mais La Banque est aussi fragile parce que son modèle financier est en train de faillir. Ses prêts commerciaux sont souvent peu attrayants aux yeux des pays en voie de développement prospères ayant accès aux marchés financiers, parce qu'assortis de conditions sociales, écologiques et de nature à combattre la corruption, qui quoique bien intentionnées restent néanmoins assez coûteuses. Les prêts garantis de La Banque, offerts exclusivement à ses emprunteurs les plus pauvres, font l'objet de vives attaques du fait qu'elles contribuent à rendre le fardeau de la dette encore plus lourd pour ces pays. Par conséquent, la Banque pourrait se voir acculée progressivement à devenir une institution offrant des subventions. Ceci la priverait des recettes qu'elle tire jusqu'à présent des prêts qu'elle consent, la forçant ainsi à rétrécir considérablement son rayon d'action. Le monde souffre déjà d'un manque patent d'institutions compétentes capables de gérer les défis transnationaux. Entraver l'existence de la meilleure d'entre celles-ci relèverait de l'irresponsable.

Il est de tradition que les États-unis

choisissent le président de La Banque Mondiale, mais ceux-ci ont parfois exercé leurs prérogatives avec une relative incurie. En 1981, les États-unis ont opté pour A.W. Clausen, un banquier d'affaires dépourvu de connaissances dans le domaine du développement; en 1986 ils ont choisi comme président Barber B. Conable Jr., ex sénateur qui était si peu intéressé dans les activités de La Banque Mondiale qu'il a dû revoir ses prises de positions antérieures pour se rappeler s'il s'était opposé à affecter des fonds à la Banque durant son mandat en tant que membre du congrès américain. En 1991, la Maison Blanche avait proposé comme président Lewis T. Preston, banquier d'affaires sans aucune aptitude pour le poste. M. Wolfensohn, dirigeant dynamique - quoique par moment volcanique - a fait énormément pour La Banque, et constitue par conséquent une exception.

D'un point de vue idéal, le prochain président de La Banque devra être un gestionnaire expérimenté rompu aux politiques complexes des organismes du secteur public; la gestion des entreprises privées est une discipline presque distincte. Il devra également être doté du double sens de la communication et de la persuasion. Car comme on le sait, La Banque fait l'objet de critiques ; elle se doit donc d'être sur la défensive, et surtout elle doit cerner la problématique du développement. Certains des candidats censés être sur la liste, dont le Ministre de l'Emploi Elaine L. Chao, le sous secrétaire d'état au Trésor John Taylor et le directeur de l'Initiative contre le Sida lancée par le Président, Randall L. Tobias, ne passent pas l'un ou plusieurs de ces tests. Colin L. Powell, le secrétaire d'état sortant passe ces tests, toutefois sa prédisposition pour le poste reste incertaine. Si M. Powell n'est pas intéressé, l'administration Bush devra se rabattre sur des candidats un peu moins évidents.

BREVES

LA SFI LANCE SON ÉMISSION OBLIGATAIRE « INAUGURALE » EN DIRHAMS SUR LE MARCHÉ MAROCAIN

De hauts responsables de la Société Financière Internationale (SFI) ont visité le Maroc la semaine du 10 janvier 2005 afin de finaliser les conditions réglementaires en vue de l'émission sur le marché marocain d'obligations en Dirhams. L'opération, une première au Maroc pour une institution non-résidente, bénéficie du soutien du gouvernement marocain et la SFI a, ainsi, déjà obtenu l'accord du Ministère des Finances et un visa préliminaire du CDVM.

L'équipe de la SFI, dirigée par Mme Nina Shapiro, Vice Présidente Finance et Trésorerie, a tenu pendant trois jours une série de réunions afin de présenter la qualité du risque de crédit de la SFI aux investisseurs et discuter des bénéfices potentiels d'une émission de la SFI libellée en Dirhams. Une telle transaction représente pour la SFI, une référence pour de futurs émetteurs à très bon risque et devrait contribuer à développer davantage les marchés de capitaux et approfondir le marché obligataire marocain. Ainsi, un marché obligataire développé permettrait de fournir des financements à long-terme, en monnaie locale et à taux fixe. Cette opération traduit la volonté de la SFI de développer davantage ses activités au Maroc, notamment à travers des projets innovants visant à développer le secteur financier.

La SFI finance ses activités de prêt par des émissions obligataires sur les marchés des capitaux internationaux. Les titres de la SFI, notés AAA par Moody's et AAA par Standards & Poors, soit les meilleures notations attribuées par ces agences, sont émis en 31 devises différentes. Le programme de financement de la SFI pour l'année fiscale 2005 s'élève à 3 milliards de Dollars US. La SFI a été parmi les premières institutions non-résidentes, à émettre en différentes devises incluant, le Ringgit malais, Soles péruviens, Pesos colombiens, Pesetas espagnoles, Escudos portugais, Drachmes grecques, Dollars

de Hong Kong et Dollars de Singapour sur les marchés domestiques et en Couronnes tchèques, Pesos philippins et Zlotys polonais sur les marchés Eurobond.



GENDER ENTREPRENEURSHIP MARKETS : UNE NOUVELLE ORIENTATION POUR LA SFI

« **N**os clients et nous avons manqué d'importantes opportunités. Les questions de genre seront un pilier fondamental de nos activités dans le futur », a annoncé monsieur Assaad Jabre, Vice Président pour les opérations de la Société Financière Internationale, lors d'un événement pour les femmes membres des conseils d'administrations des sociétés faisant partie des « Fortune Global 200 ».

Le nouveau programme Genre de la SFI, Gender Entrepreneurship Markets (GEM) qui a vu le jour le 1er décembre 2004, fait partie du Département du Développement Social et Environnemental (CES), avec une concentration régionale sur l'Afrique. Monsieur Assaad Jabre a affirmé que c'est grâce à l'appui de Michael Klein, Vice-Président pour le Développement du Secteur Privé et «Women's Network» de la SFI que le programme GEM a été lancé cette année. Le nom du programme reflète le potentiel que la SFI espère libérer en s'assurant que les femmes aussi bien que les hommes sont incluses dans tous les aspects de développement sur l'agenda de la SFI.

En présentant Amanda Ellis, chef de cette nouvelle unité, Dorothy Berry a rappelé l'importance de la promotion des questions spécifiques aux femmes dans les activités de la SFI, «Ceci est un excellent exemple d'initiative qui se

transforme en impératif d'affaires pour la SFI ». GEM recrute actuellement des spécialistes en Genre à Washington et sur le terrain, qui appuieront les équipes de la SFI en fournissant des offres aux clients de la SFI à valeur ajoutée.

En Afrique, les femmes dirigent une proportion importante de petites et moyennes entreprises. Ce marché sous-desservi est en constante croissance et constituera la cible régionale principale du programme pour les deux premières années. Le programme fournira des services de conseil et apportera les meilleures pratiques internationales en matière de services financiers et de services d'appui aux femmes, et se penchera également sur les contraintes et les obstacles spécifiques au genre dans l'environnement des affaires.

LES RÉFORMES DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Une étude met en évidence le pouvoir des groupes d'intérêt et les avantages des réformes

Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale publié le 10 janvier 2005, les réformes du secteur agricole - en particulier la libéralisation du commerce mondial - joueront un rôle crucial dans l'amélioration des conditions de vie des pauvres dont près de 70 % dans les pays en développement vivent dans les zones rurales. Le rapport intitulé *Global Agricultural Trade and Developing Countries* note que malgré l'accord cadre conclu récemment à Genève, la protection du secteur agricole demeure parmi les questions les plus litigieuses des négociations sur le commerce mondial.

Les pays en développement ont amélioré la productivité agricole, mais ces gains ne contribueront pleinement à faire reculer la pauvreté que si les pays industriels et certains pays à revenu intermédiaire réduisent la protection du secteur agricole, relève le rapport. Si la protection n'est pas réduite dans ces pays, l'amélioration de la productivité agricole se traduira plutôt par la surproduction et des baisses de prix de nombreux produits de base, ce qui compromettra les efforts déployés par les pays pauvres compétitifs pour augmenter les exportations et les revenus ruraux. Elle exerce également des pressions en faveur d'une plus grande protection au plan mondial.

Il n'est pas difficile de déterminer les meilleures possibilités d'action, indique le rapport, mais la mise en œuvre des réformes est tributaire des groupes d'intérêt, et de l'aptitude des pouvoirs publics à réaliser des compromis efficaces entre des objectifs multiples - la sécurité alimentaire, les transferts de revenu, l'augmentation de la production agricole à forte valeur ajoutée, etc.

« La protection du secteur manufacturier a reculé partout suite aux réformes de grande envergure des politiques commerciales, notamment dans les pays en développement. Et pourtant, de nombreux pays industriels et en développement ont encore des niveaux élevés de protection agricole, dont les principales victimes sont les pauvres à travers le monde », a déclaré **François Bourguignon, le Premier Vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale**. « La croissance dans le secteur agricole a un effet positif sur la réduction de la pauvreté, parce que plus de la moitié de la population des pays en

développement vit dans les zones rurales où la pauvreté est plus répandue. Ce rapport montre clairement qu'il faut coordonner les réformes du commerce au plan mondial pour pouvoir aider les pauvres dans les zones rurales. »

Libéralisation dans les pays en développement et maintien de taux élevés de protection dans les pays industriels

La protection reste élevée dans les pays industriels alors que de nombreux pays en développement ont sensiblement libéralisé leur secteur agricole.

Le rapport relève que les pays à faible revenu ont enregistré des excédents du commerce de produits agricoles dans leurs échanges tant avec les pays en développement à revenu intermédiaire qu'avec les pays industriels. Mais les pays en développement à faible revenu exportent désormais davantage vers les pays à revenu intermédiaire que vers l'Union européenne et les excédents du commerce de produits agricoles des pays à revenu intermédiaire ont régressé.

En outre, il ressort des projections du rapport que si des réformes profondes ne sont pas entreprises, les excédents du commerce des produits agricoles des pays industriels augmenteront et les pays en développement verront leurs déficits du commerce de produits agricoles se creuser, ce qui exacerbera la pauvreté en milieu rural.

Gagnants et perdants potentiels de la libéralisation du commerce des produits agricoles

Le rapport détermine les principaux moyens d'action qui ont un effet de distorsion sur la concurrence et les gagnants et perdants potentiels des réformes adoptées au plan mondial (producteurs, consommateurs, contribuables au sein des pays et entre les pays). Le rapport note en conclusion que les réformes feront reculer la pauvreté dans les zones rurales des pays en développement, parce que ces pays bénéficient globalement d'un solide avantage comparatif dans le secteur agricole, qui représente pour eux une source importante de revenus. De même, la libéralisation des activités à valeur ajoutée est indispensable à l'expansion des possibilités d'emplois et de revenus au-delà de l'exploitation agricole.

Mise en oeuvre des réformes

La manière de mettre en oeuvre les

réformes aura des conséquences non négligeables pour les pays en développement indique le rapport, la meilleure stratégie étant une libéralisation des politiques coordonnée au plan mondial. Le rapport met en évidence la nécessité de concevoir les réformes dans une optique multiproduits, dans la mesure où les gains et les pertes varient considérablement en fonction du marché. Cette stratégie permettra aussi aux pays de compenser les pertes subies dans certains produits de base par des gains réalisés dans d'autres. Les consommateurs des marchés fortement protégés tireront un grand profit de la libéralisation des échanges du fait de la baisse des prix intérieurs (après droits de douane) et de l'expansion de la gamme de produits offerts. Les consommateurs des pays pauvres, importateurs nets de denrées alimentaires pourraient avoir à payer des prix plus élevés si ces marchés n'étaient pas protégés avant la libéralisation, en raison des coûts unitaires plus élevés des importations. Toutefois, ces préoccupations sont souvent exagérées dans la pratique.

L'étude produit par produit met en évidence l'ampleur des distorsions

Le rapport innove en présentant une étude exhaustive des différents produits agricoles de base et donne de nombreux exemples précis de la manière dont les effets importants de distorsion des échanges entravent les flux commerciaux, affectent les cours mondiaux et découragent l'accès aux marchés ou retardent la sortie des producteurs non compétitifs. Cette étude des produits de base montre également que les réformes se traduiront par des gains substantiels, ce qui confirme les résultats des modèles mis au point au plan mondial. Les politiques de soutien interne et de protection ont des effets négatifs considérables sur les producteurs des pays en développement, en raison de la taille même des subventions par rapport à celle du marché. Des programmes de subventions de cette ampleur protègent les producteurs non compétitifs et pénalisent les producteurs efficaces, le plus souvent dans les pays pauvres.

Le texte intégral du rapport et d'autres informations sont disponibles sur ce site : <http://www.worldbank.org/prospects/globalag>

MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU PLAN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le 21 décembre 2004 le Comité sur l'Efficiencia du Développement (CODE) a approuvé, à l'unanimité, le document "Habilitation des Populations par la Transformation des Institutions : Plan d'Application du Développement Social dans les Opérations de la Banque", qui trace la marche à suivre pour le développement social au niveau des opérations de la Banque. L'approbation définitive par la commission au complet - après inclusion d'un ensemble de recommandations - est prévue au début de cette année 2005.

Le document présente les grandes lignes d'une stratégie de la Banque visant à améliorer les résultats en adoptant une approche globale qui favorise la croissance économique, améliore les services et renforce les institutions. Le développement social est une composante cruciale de cette approche. Avec l'objectif d'habiliter les populations de femmes et d'hommes pauvres et marginalisés, le développement social est un processus destiné à la transformation d'institutions en vue d'une plus grande inclusion, cohésion et d'obligation de rendre des comptes.

Les Sociétés intégrées donnent à tous les citoyens l'égalité d'accès aux possibilités. Elles encouragent toutes les personnes et tous les groupes à participer aux activités de développement.

Les Sociétés homogènes travaillent ensemble en vue de répondre aux besoins communs, surmonter les contraintes et étudier les divers intérêts. Elles résolvent les différends de manière civile non conflictuelle en encourageant la paix et la sécurité.

Les Institutions responsables sont transparentes, assument la responsabilité de leurs actions et répondent aux besoins des populations de manière efficace, effective et équitable. La reddition de comptes est l'obligation de rendre des comptes par tous ceux qui exercent un pouvoir politique, économique ou sous quelque autre forme que ce soit. Des preuves empiriques et l'expérience pratique montrent que le développement

social favorise une meilleure croissance et une meilleure qualité de vie.

"En reconnaissant que l'interdépendance entre les politiques sociales et économiques joue un rôle vital dans la réduction de la pauvreté et dans l'implantation d'un développement durable, la Banque a changé sa manière d'opérer," déclare Sid' Ahmed Dib, directeur administratif pour l'Afghanistan, l'Algérie et le Ghana. Sid' Ahmed d'ajouter "en adoptant une approche globale dans laquelle la personne est placée au centre du développement, la Banque améliorera l'impact social de ses projets."

Le programme comprend des stratégies régionales pour passer à la vitesse supérieure en termes de mise en oeuvre. Les trois priorités stratégiques globales du programme mettent l'accent sur : davantage de travail d'analyse et de diagnostic au niveau macro, des projets mieux conçus et une recherche améliorée associée au renforcement des capacités dans le domaine du développement social.

"L'appui donné au CODE démontre l'engagement de la Banque envers le développement durable au 21ème siècle," déclare Ian Johnson, Vice Président du Réseau de Développement Durable écologiquement et socialement viable. "Le Plan d'Application du Développement Social va de pair avec la mise en oeuvre des stratégies de développement écologique et rural. Elles encouragent l'adoption d'une approche intégrale et responsable pour la croissance et le développement".

Les trois priorités stratégiques du développement social (inclusion, cohésion et obligation de rendre compte) ont été énoncées sur la base d'une étude du Département de l'évaluation rétrospective des opérations, organisme indépendant, après l'analyse par ce dernier de 4 000 projets de la Banque pendant les trente dernières années. Cette étude a relevé le fait qu'entre 1972 et 2001, la proportion de projets ayant eu une issue favorable était de 68%. Toutefois, lorsque quatre dimensions sociales ou plus ont été prises en

considération par les équipes de projets (tel l'égalité entre les genres), le nombre de projets à issue satisfaisante a atteint 90%. En outre, l'examen par le Département de l'évaluation rétrospective des opérations des Stratégies de Coopération par Pays - Country Assistance Strategies (CAS) - a révélé que le développement social s'insère de manière pertinente dans les priorités de prêt convenues par la Banque et l'Emprunteur.

"Le parrainage de ce Programme est le fruit de plus d'une décennie de travail acharné par tous les spécialistes du développement social travaillant à la Banque pour faire en sorte que les principes d'inclusion, de cohésion et de reddition de comptes fassent partie des efforts consentis par la Banque dans le domaine du Développement," déclare Steen Jorgensen, Directeur du Département du Développement Social. Et ce dernier d'ajouter : "avec le nouveau modèle fonctionnel, nous serons en mesure d'atteindre des résultats meilleurs."

L'un des objectifs du Programme est d'affiner l'analyse au niveau macro en incorporant le développement social dans les stratégies de réduction de la pauvreté ou du développement du pays, dans les stratégies d'assistance de la Banque (CAS) ainsi que dans la politique de prêts financés par la Banque. Les équipes de travail bénéficieront d'un environnement politique plus avantageux pour la participation aux projets et pour les efforts axés sur la promotion de la cohésion et la notion de reddition de comptes.

Ce projet révisé englobe les commentaires du CODE après que le document initial sur les priorités stratégiques du développement social a été présenté en décembre 2003. Il est également l'aboutissement de 26 séances de consultations individuelles et de vidéo conférences au niveau mondial durant les dix derniers mois pendant lesquelles les participants ont apprécié l'intérêt et l'attention stratégique accordés par la Banque aux dimensions sociales dans le développement.



Par Meike van Ginneken,
Spécialiste en Eau et
Assainissement
Banque mondiale

DIALOGUE ENTRE ONG ET BANQUE MONDIALE SUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN

Le personnel de la Banque Mondiale travaillant dans le domaine de l'approvisionnement en eau a rencontré récemment des représentants d'Organisations leaders de la Société Civile (OSC) afin de discuter de politiques opérationnelles dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement. Tenu à Londres les 18 et 19 novembre derniers, l'atelier de travail a réuni une équipe de sept collaborateurs de la Banque avec des représentants de 24 ONG, de syndicats et d'associations communautaires venant de plusieurs pays du monde. L'atelier de travail a été organisé à l'initiative du Conseil de l'Eau et de l'Assainissement de la Banque mondiale en collaboration avec l'organisme the Water Anchor.

"Plus notre portefeuille Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement augmente, plus l'importance de s'ouvrir sur les parties prenantes en vue de la création d'un effet de levier", explique Jamal Saghir, Directeur de l'Energie et de l'Eau, qui a présidé la délégation de la Banque Mondiale lors de l'atelier de Londres. Ce dernier ajoute : « Dans le cadre de nos activités, nous avons l'habitude de travailler en interaction avec les bailleurs de fonds, les gouvernements partenaires, les opérateurs et les universitaires travaillant dans notre secteur. C'était la première fois que nous nous sommes ouverts exclusivement sur le monde des organisations de la société civile. Ce fut une expérience d'apprentissage très positive pour les deux parties. »

La Banque a co-organisé l'atelier avec l'ONG Water Aid, leader dans son domaine, qui a constitué un groupe d'orientation restreint composé de représentants de différentes OSC qui ont participé à la définition du programme de travail et à la sélection des OSC à inviter à l'atelier. Malgré le concept d'approche participative adopté pour l'atelier, plusieurs OSC ont appelé au boycott de l'atelier. Toutefois, cet événement a pu se tenir comme prévu en présence des

principales OSC, ce qui est en lui-même une chose très positive.

L'atelier a permis de montrer dans quelle mesure l'échange d'informations et le dialogue entre la Banque et les représentants de la société civile peut dissiper les malentendus et créer un climat de confiance entre les différentes parties prenantes. Les discussions tenues lors de séances informelles et en marge de l'atelier ont révélé l'existence certaine d'un terrain d'entente, tout en reconnaissant le fait qu'il existe néanmoins certaines différences de points de vue. L'atelier a par ailleurs permis de mettre en relief les fortes divergences et différence de points de vue qui existent entre les organisations de la société civile.

En règle générale, les OSC ont bien accueilli la nouvelle matrice et le modèle fonctionnel sur les infrastructures de la Banque, dont une approche plus pragmatique pour la réforme du secteur notamment opérant sur l'ensemble des prestations publiques et privées et une plus grande flexibilité dans la détermination de la durée nécessaire pour atteindre l'objectif de la récupération des coûts. L'atelier a été marqué par des discussions franches et importantes sur le mode de traitement de quelques problématiques controversées de la réforme. Par exemple, Il était intéressant d'observer que la discussion a porté beaucoup plus sur la manière de rendre les services publics et les régies plus performants plus qu'elle n'a porté sur les approches étroites traitant du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté - PSP - (comme cela était trop souvent le cas dans le passé).

Après deux jours de dialogue interactif, dont des discussions tenues dans le cadre de groupes restreints, et également dans le cadre de réunions plénières, une liste exhaustive d'étapes de travail à entreprendre dans l'avenir a été dressée.

Les représentants des OSC classeront le contenu de la liste selon les priorités et communiqueront à la Banque les actions qu'ils souhaitent maintenir et la manière dont ils comptent le faire. La liste de ces actions prioritaires s'articule autour des quatre thèmes suivants :

- Un processus de partage plus systématique des informations sur les projets publics de la Banque,
 - L'élaboration de documents moins techniques et faciles d'utilisation sur les tarifs et les subventions,
 - Le développement d'un ensemble de mesures de plaidoyer dans le domaine des Services d'Eau et d'Assainissement dans les processus du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté,
 - La recherche conjointe sur l'augmentation graduelle des interventions au niveau communautaire.
- Alors que certaines OSC sont encore sceptiques quant aux intentions de la Banque, plusieurs ont été impressionnées par le message fort tant au niveau politique qu'au niveau de nos activités dans les pays. Notre attitude plus pragmatique permet aux OSC d'être plus pratiques elles-mêmes. "L'une des principales caractéristiques de l'atelier était l'ouverture de l'équipe de la Banque, la spontanéité dans la mise à disposition des informations et les propositions de dialogue et de suivi qu'ils ont apporté" déclare John Garrison de l'Equipe Société Civile de la Banque Mondiale, "en fait, la plupart des OSC présentes ont semblé être surprises par la position et la proactivité de la Banque."

CALENDRIER DES EVÉNEMENTS

6 Avril	Lancement de la publication annuelle de la Banque mondiale : « Global Development Finance 2005 : Mobilizing Finance, Managing Vulnerability », Washington D.C
12 Avril	Lancement de la publication annuelle de la Banque mondiale : « World Development Indicators 2005 », Washington D.C
14 Avril	Lancement du Rapport annuel de la Banque mondiale sur l'évaluation du Développement « Global Monitoring Report 2005 », Washington D.C
16 - 17 Avril	Réunions du Printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, Washington D.C
27 au 30 avril	Séminaire national sous le thème : « Pour une meilleure intégration de la lutte contre le travail des enfants dans le Développement Social », Rabat
27 au 30 avril	Visite de travail de quelques administrateurs de la Banque mondiale - Rabat, Marrakech
16-18 Mai	Conférence internationale sous le thème : « Les enfants et les jeunes en milieu urbain dans la Région MENA : les priorités dans l'éducation », Dubaï
23-24 Mai	Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement (Annual Bank Conference on Development Economics - ABCDE), Amsterdam
25-26 Mai	Conférence Maghrébine : Emploi, Commerce Extérieur, Genre & Gouvernance - Tunis
1 – 2 Juin	Atelier sur la gestion des systèmes de retraite dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), Marrakech
Septembre	Lancement du Rapport sur le Développement dans le Monde 2006 : « Equité et Développement », Washington D.C
26-27 Septembre	Assemblées Annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, Washington D.C

BILAN DES ACTIVITÉS DES CENTRES PUBLICS D'INFORMATION DE LA BANQUE MONDIALE AU MAROC (CPI) JUIN-DÉCEMBRE 2004

Aperçu Général

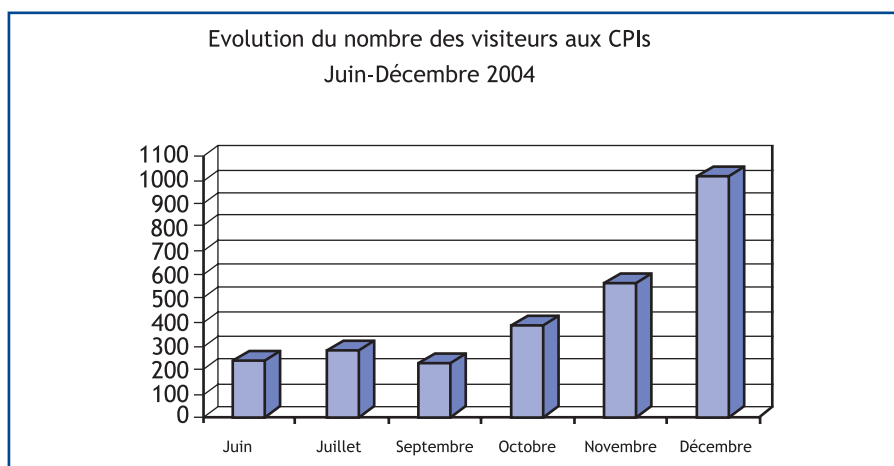
Le Bureau de la Banque mondiale a lancé à partir du troisième trimestre 2004, un réseau de Centres Publics d'Information (CPI) à travers le pays, en collaboration avec la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc et quatre universités marocaines : l'Université Hassan II-Mohamedia, l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah à Fès, l'Université Al Akhawayn à Ifrane et l'Université Cadi Ayyad à Marrakech. Le sixième Centre Public d'Information sera ouvert aux chercheurs marocains dans la région de Tanger-Tétouan, au cours du mois d'avril prochain, et ce en collaboration avec l'Université Abdelmalek Essaâdi.

L'objectif principal de ces partenariats étant d'améliorer l'accès aux ressources informationnelles de la Banque mondiale et de favoriser une meilleure compréhension des mandats de la Banque et de ses programmes de développement.

Chacun des CPI offre une collection importante de publications couvrant diverses thématiques de développement et mettent à la disposition des chercheurs des ordinateurs avec une connexion Internet pour faciliter l'accès aux ressources informationnelles en ligne et bases de données de la Banque mondiale.

Un cycle de conférences/tables rondes a aussi été lancé dans chacun des CPI, s'adresse à une large audience et traite différentes thématiques de développement avec un éclairage particulier sur les opérations de la Banque mondiale au Maroc. Ces tables

Du mois de juin au mois de décembre 2004, les CPI ont reçu un important nombre de visiteurs, ce nombre est passé de 235 en juin à 1014 visiteurs en décembre 2004. Les CPI reçoivent aussi une moyenne de 300 demandes d'information par mois. Le graphique



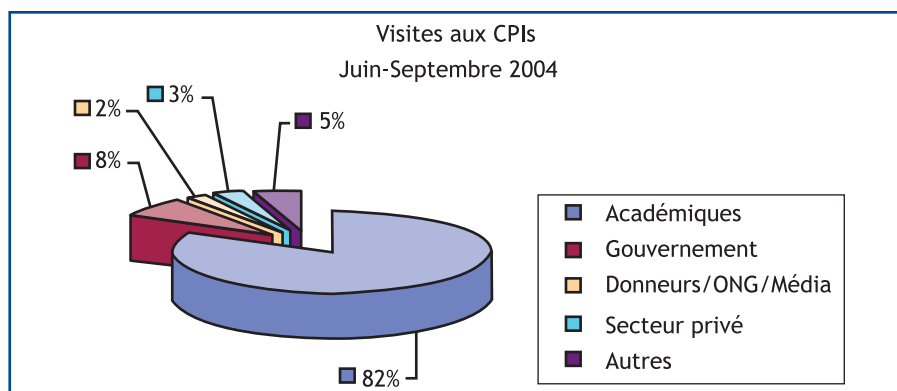
rondes sont animées par des chercheurs et des acteurs de développement marocains, ainsi que par des experts de la Banque mondiale permettant ainsi une interaction positive et un échange et partage des expériences et des connaissances.

Statistiques sur l'utilisation des CPI

Les activités au sein des Centres Publics d'Information ont permis d'atteindre une audience large et variée représentant le secteur public, le secteur privé, la société civile, le milieu académique et les médias.

ci-dessus, illustre l'évolution enregistrée dans l'usage des Centres Publics d'Information.

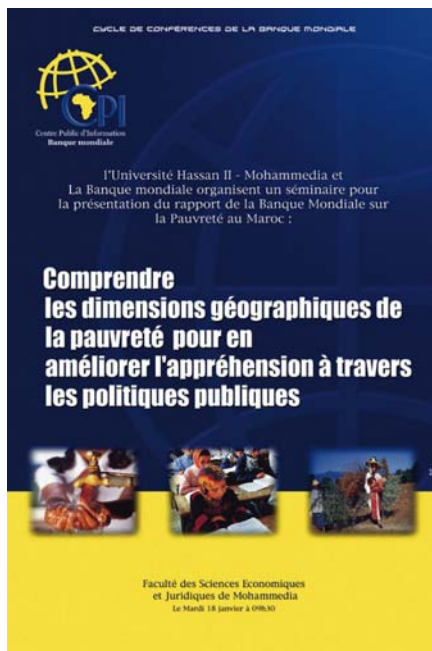
Il est à noter que les chiffres du graphique n'incluent pas le nombre des participants au cycle de conférences de la Banque mondiale qui excède 500 personnes de divers secteurs d'activité.



Le Cycle de Conférences Octobre 2004 - Janvier 2005

La Première table ronde du Cycle de Conférences a été organisée le mardi 19 octobre, au Centre Public d'Information au sein de la Faculté de droit de Mohammeda, et ce en partenariat avec l'Université Hassan II-Mohammeda.

Ci-joint un descriptif des six tables rondes / conférences organisées jusqu'à ce jour :



*** Présentation du rapport de la Banque mondiale sur la pauvreté au Maroc : « comprendre les dimensions géographiques de la pauvreté pour en améliorer l'appréhension à travers les politiques publiques » - Les 18 et 19 janvier 2005.**

Deux séminaires ont été organisés sous le même thème. Le premier a eu lieu le 18 janvier, en collaboration avec l'Université Hassan II - Mohammeda et a réuni plus de 50 chercheurs

sociologues et économistes qui ont fait part de commentaires très constructifs sur les conclusions et recommandations du rapport.

Un deuxième séminaire a été organisé en partenariat avec le Secrétariat d'Etat

chargé du Développement Rural. Plusieurs spécialistes en Développement Rural et des responsables du Ministère de l'Agriculture ont participé à cet événement. La table ronde a été aussi une opportunité de discuter la stratégie 2020 du gouvernement pour le développement rural, une stratégie qui a été conçue initialement avec une assistance technique de la Banque mondiale.

*** La Banque mondiale et les défis de développement - Fès, le 14 décembre 2004**

Le 14 décembre, la Banque mondiale et l'université sidi Mohamed Ben Abdellah ont organisé une table ronde sous le thème : "La Banque mondiale et les défis de développement". La table ronde qui a eu lieu au siège de la Faculté des Sciences Economiques et Juridiques a réuni plus de 70 enseignants et étudiants chercheurs. Un débat riche et animé a suivi la présentation de M. Ferid Belhaj et de Mme Najat Yamouri, sur la structure de la Banque mondiale, ses approches de développement, sa politique de diffusion de l'information et ses programmes de communication et de dialogue avec la société civile et le monde académique. Le débat a duré plus de deux heures s'articulant autour de questions et propositions intéressantes couvrant les sujets de la présentation ainsi que des thèmes plus généraux sur le travail de la Banque au Maroc et dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MNA).

*** Présentation du Rapport sur le Développement dans le Monde pour l'année 2005, sur le thème : « un meilleur climat d'investissement pour tous » - Rabat, le 13 décembre 2004**

En partenariat avec la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, la Banque mondiale a organisé le 13 décembre une table ronde pour la présentation du rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde pour l'année 2005, ayant pour thème cette année : « un meilleur climat d'investissement pour tous ». Cette table ronde a réuni plus de 140 participants représentant le secteur privé, le gouvernement marocain, les ONG, le monde académique et la presse marocaine.



Monsieur Stefano Scarpeta, Economiste Principal et membre de l'équipe de rédaction du rapport, a présenté les principaux résultats, conclusions et recommandations du rapport, thème de la table ronde. Madame Joumana Cobein, Chef du Bureau de la Société Financière Internationale (SFI) a apporté un éclairage sur les résultats du rapport en présentant brièvement les résultats préliminaires de l'enquête sur le climat d'investissement au Maroc, qui est en cours de préparation.

Monsieur Mouad Jamai, Directeur du Centre Régional d'Investissement du Grand Casablanca, et monsieur Said Aqri, Chef de la Division des Etudes et de la Réglementation au sein de la Direction des Investissements, ont également contribué au débat en présentant leurs points de vue sur l'investissement au Maroc en tant que discutants. Leurs interventions ont, ainsi, permis une meilleure contextualisation des recommandations et conclusions du rapport.

*** Le Développement humain : une priorité pour la Banque mondiale - Rabat, le 25 novembre 2004**



En partenariat avec la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, la deuxième table ronde du Cycle de Conférences a été organisée le 25 novembre et a réuni plus de 80 participants représentant des départements ministériels, des ONG, des bailleurs de fonds, des chercheurs universitaires et des représentants d'organes de presse.

Dans son allocution d'ouverture monsieur Driss Khrouz, Directeur de la Bibliothèque Nationale, a rappelé l'importance du développement humain pour asseoir les bases d'une croissance économique durable et équitable. Pour sa part, Monsieur Ferid Belhaj, chef du Bureau de la Banque mondiale au Maroc, a fait une présentation générale sur la structure du Groupe de la Banque mondiale et

les différents secteurs d'intervention de la Banque mondiale au Maroc.

Monsieur Ousmane Diagana, Spécialiste Principal du Développement Humain et invité de la table ronde, a souligné l'importance et la dimension du développement humain dans les opérations et les actions de développement de la Banque mondiale. Il a aussi mis en exergue les différentes opérations de la Banque mondiale dans ce secteur, en particulier au Maroc, où le secteur de l'Education demeure un des piliers de l'intervention de la Banque mondiale.

*** La Stratégie de Développement Social pour la Région MENA - Mohammedia, le 19 octobre 2004**

L'ouverture de cette table ronde a été faite par Mme Rahma Bourqia, anthropologue et présidente de l'Université Hassan II-Mohamedia et M. Ferid Belhaj, Chef du Bureau de la Banque mondiale au Maroc.

Dans son allocution, Mme Bourqia a souligné l'importance et l'opportunité du partenariat de l'université avec la Banque mondiale et a salué l'ouverture, en constante évolution, de la Banque mondiale vers la société civile et le milieu académique.

Mme Bourqia a aussi affirmé la volonté de l'université d'établir d'autres partenariats avec la Banque mondiale, notamment dans le domaine de la traduction - en cours de mise en place- et de la recherche sociale.

M. Belhaj a, pour sa part, donné aux participants un aperçu sur le cadre et l'agenda général de développement de la Banque mondiale au Maroc. Il a aussi présenté la Stratégie de coopération de la Banque mondiale avec le Maroc (CAS) comme étant un élément clé de la coopération de la Banque mondiale avec, non seulement le gouvernement

marocain, mais aussi tous les acteurs de développement dans le pays.

Monsieur Bachir Souhlal, Spécialiste Principal du Développement Social, invité de la table ronde, a ensuite présenté la stratégie de développement social de la Banque mondiale pour la région MENA ainsi que l'Analyse Sociale du Maroc, qui est en cours de préparation. Monsieur Souhlal a mis en exergue les progrès enregistrés par le Maroc dans le domaine du développement social en soulignant les défis importants qui restent à relever, notamment ceux de la cohésion sociale et de l'inclusion. Un débat riche et fructueux s'en est suivi et a permis à l'assistance composée de plus de 60 étudiants chercheurs et enseignants universitaires de débattre les axes de la stratégie de développement sociale et de s'informer sur les activités et les projets de la Banque mondiale dans le secteur social et au Maroc en particulier.

Nawafid

Pour des commentaires, suggestions ou plus d'informations, prière de contacter :

Mme Najat Yamouri, Chargée de la communication et approche participative

E-mail : nyamouri@worldbank.org

Tél : 037 63 60 50

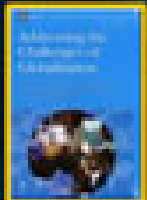
Fax : 037 63 60 51

DERNIERES PUBLICATIONS



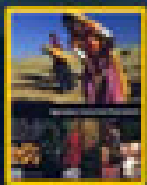
Global Agricultural Trade and Developing Countries

Cette publication présente les résultats de recherches basées sur une série d'études qui sont d'importance économique significative pour les pays en développement. Le rapport conclut que les réformes du secteur agricole - en particulier la libéralisation du commerce mondial - joueront un rôle crucial dans l'amélioration des conditions de vie des pauvres dont près de 70 % dans les pays en développement vivent dans les zones rurales.



Addressing the Challenges of Globalization: An Independent Evaluation of the World Bank's Approach to Global Programs

Faire face aux défis imposés par la globalisation requiert une action collective au niveau global. Les programmes d'ordre global sont de plus en plus utilisés pour organiser l'action globale et collective. La Banque mondiale est un des principaux participants à ces programmes et activités vu l'étendue du champ de son action, sa capacité à mobiliser des ressources et son expertise multi sectorielle. Cette publication regroupe des leçons pour la Banque mondiale dans la sélection, la conception, l'implémentation, la gouvernance, la gestion, le financement et l'évaluation de ces programmes. La publication identifie aussi les domaines dans lesquels l'action de la Banque mondiale est requise pour améliorer l'efficacité du programme global.



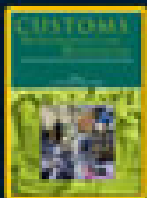
Agriculture Investment Sourcebook

Ce "Sourcebook" explique comment implémenter la stratégie de développement rural en partageant l'information et les options d'investissement et en identifiant des approches innovatrices qui aideront dans la conception des futurs programmes de prêt pour l'agriculture.

Il présente des Best Practices et plusieurs exemples qui démontrent que l'investissement dans le domaine de l'agriculture peut offrir des revenus bénéfiques et durables et contribuer aux efforts de développement.

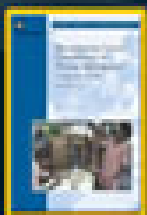
Le Sourcebook expose diverses expériences d'agences de développement, de gouvernements, d'institutions et d'autres groupes actifs dans le domaine du développement agricole.

C'est un guide de référence pour les décideurs, les professionnels, les chercheurs universitaires, les étudiants et tous ceux qui s'intéressent aux investissements agricoles.



Customs Modernization Handbook

Customs Modernization Handbook donne un aperçu sur les éléments clés d'une stratégie efficace pour la modernisation de la douane. Il présente des leçons de plusieurs réformes réussies ainsi que des projets de réforme de la douane entrepris par la Banque mondiale. Il décrit comment on peut traiter un certain nombre de procédures d'import qui sont contraignantes pour les administrations de douane et les commerciaux et leur donne aussi des directives pour augmenter leur efficacité. Le Manuel passe aussi en revue le cadre légal approprié pour les opérations de douane ainsi que les stratégies pour combattre la corruption.

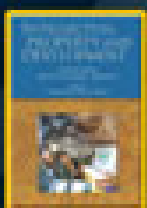


Strengthening Country Commitment to Human Development: Lessons from Nutrition

Se focalisant sur une variété de programmes pays dans le domaine de la nutrition - aussi bien ceux qui ont réussi que ceux qui ont échoué - le rapport décrit des méthodes pratiques pour l'évaluation et le renforcement de l'engagement et présente un agenda pour le «learning by doing - apprendre par la pratique»

En plus de la volonté politique, les programmes doivent prendre de l'appui et de l'engagement à travers le gouvernement et la société civile, des leaders locaux aux parents. Pour assurer la pérennité de cet engagement, les structures organisationnelles et les procédures doivent être conçues de façon à motiver les communautés et les officiels au cours d'une période de 15 à 20 ans nécessaire pour la mise en oeuvre, avec succès, d'un programme national de nutrition.

Ce rapport sera d'un grand intérêt pour tous ceux qui oeuvrent dans le domaine de la nutrition, de la santé publique, du développement communautaire et économique et les sciences politiques.



Intellectual Property and Development: Lessons from Recent Economic Research

Les études présentées se réfèrent à une importante dimension du développement qui est la protection de la propriété intellectuelle, et qui est parfois minimisée.

Cette publication est d'un grand intérêt pour les étudiants en droit international, particulièrement dans le domaine des droits de la propriété intellectuelle, le commerce international et les politiques publiques.



Centre public d'Information
BANQUE MONDIALE

Le Centre Public d'Information (CPI) et ses antennes sont à la disposition de tous ceux qui sont à la recherche d'informations, non seulement sur les activités de la Banque mondiale au Maroc, mais également sur d'autres pays du monde et sur la plupart des thèmes et secteurs du développement économique et social.

CPI Rabat

Bibliothèque Nationale du Royaume
du Maroc
5, avenue Ibn Batouta, BP 1003
Tél. : 037 77 18 90
Fax : 037 77 60 62
cpirabat@mtds.com

Antenne CPI à Mohammedia

Université Hassan II
Faculté des Sciences Economiques
et Juridiques
Tél. : 023 31 64 82/83
Fax : 023 31 46 81
cpimohammadia@mtds.com

Antenne CPI à Fès

Université Sidi Mohamed Ben Abdellah
Faculté des Sciences Economiques
et Juridiques
Tél. : 055 64 21 72
Fax : 055 64 13 04
cpifes@mtds.com

Antenne CPI à Ifrane

Université Al Akhawayn
Bibliothèque
Tél. : 055 86 21 69
Fax : 055 86 71 44
cpiifrane@mtds.com

Antenne CPI à Marrakech

Université Cadi Ayad
Faculté des Sciences Economiques
et Juridiques
Tél. : 044 30 33 95
Fax : 044 30 33 65
cpimarrakech@mtds.com

Antenne CPI à Tanger

Université Abdelmalek Essaâdi
Faculté des Sciences Juridiques
et Economiques
Tél. : 039 31 58 11
Fax: 039 39 39 70
cpitanger@mtds.com